



GROUPE **B**ÉNĒTEAU

R A P P O R T A N N U E L 2 0 0 6 - 2 0 0 7



Ci-dessus : Bénéteau/First 50



NOUVEAUX HORIZONS,
NOUVELLES PERSPECTIVES

CRÉER



CONQUÉRIR

INNOVER



RESPECTER

Ci-contre : Jeanneau/Prestige 42 S



Ci-dessus : Wauquiez/Pilot Saloon 47

CRÉER

Le groupe Bénéteau a engagé depuis 2 ans un effort sans précédent de renouvellement des gammes de ses différentes marques. Plus de 20 nouveaux modèles (voile et moteur) sont désormais créés chaque année, permettant ainsi le renouvellement de l'ensemble des gammes du groupe Bénéteau en moins de 5 ans. En regardant attentivement chacun de ces nouveaux modèles, on mesure encore mieux la force et la portée de cette dynamique créative. Design contemporain et fluide, matériaux ultramodernes, aménagements intérieurs aux lignes épurées, équipements électroniques et audio/vidéo haut de gamme : le niveau de confort et de performance des nouveaux bateaux créés par le groupe ne cesse de progresser. Il n'en faut pas moins pour répondre efficacement aux attentes d'une clientèle toujours plus large et sans cesse plus exigeante.



L'OCÉANIS 31 :

Emblématique de la nouvelle génération de voiliers Bénéteau, élégants et toujours plus confortables .



LE TRAWLER 52 DE BÉNÉTEAU.

En matière de bateaux à moteur, le groupe affirme aussi ses ambitions et voit toujours plus grand.



L'INTÉRIEUR DU SUN ODYSSEY 45DS DE JEANNEAU :

Design très contemporain et équipements à la pointe de la technologie.



Ci-contre : Bénéteau/MonteCarlo 32

IRM,
le leader sur son marché des résidences mobiles de loisirs,
fait désormais partie du Groupe Bénéteau.



MICROCAR,
une autre vision des véhicules sans permis :
de vraies petites voitures au design contemporain
alliant confort et sécurité.



O'HARA
est la marque qui a permis au groupe de s'imposer
comme un acteur majeur de premier plan sur son marché
des résidences mobiles de loisirs.

G R O U P E  B Ē N Ē T E A U

RAPPORT ANNUEL 2006/2007

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 1^{er} FEVRIER 2008

Sommaire

Pages

Organes de direction et de contrôle	4
Bénéteau et la bourse	4
Evolution des principaux indicateurs	5
Rapport de gestion du Directoire	6
Rapport sur la partie extraordinaire	19
Rapport du Conseil de Surveillance	20
Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et le contrôle interne	21
Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président	27
Groupe Bénéteau	
- Eléments financiers du groupe	29
Bénéteau S.A.	
- Eléments financiers	57
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale	77

Organes de direction et de contrôle

Conseil de Surveillance

Président

Yves Lyon-Caen

Vice-Président

Annette Roux

Yvon Bénéteau

Jean-Louis Caussin

Eric Delannoy

Luc Dupé

Yves Gonnord

Christian de Labriffe

Directoire

Président

Bruno Cathelinais

Dieter Gust

Bruno Poloniato

Commissaires aux Comptes

Compagnie Régionale de Poitiers

Atlantique Révision Conseil

Compagnie Régionale de Versailles

KPMG Audit

Bénéteau et la Bourse

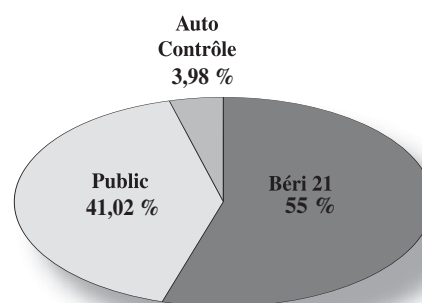
● Capital

87 147 200 actions de 0,10 €

Capital social : 8 714 720 €

A notre connaissance, aucun actionnaire public ne détient plus de 5 % du capital.

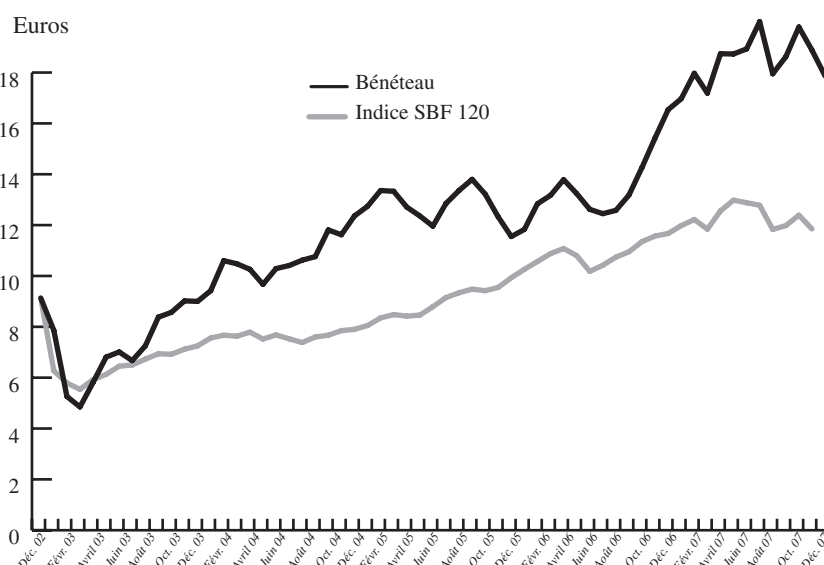
La S.A. BÉRI 21, Société détenue par le groupe familial, détient 55 % du capital de BÉNÉTEAU.



● Identité du titre

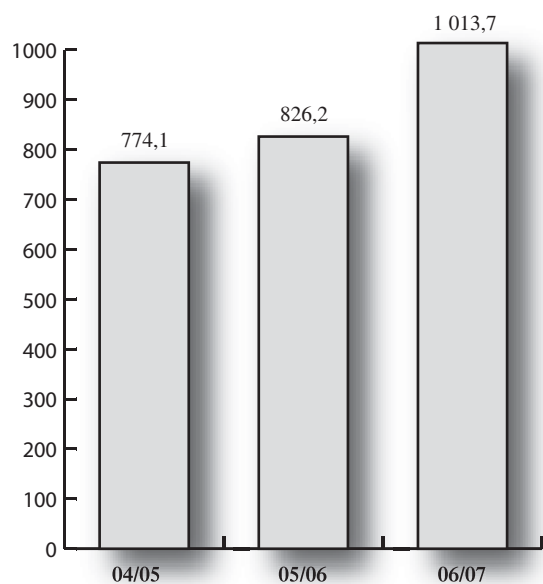
Nom de la Société	BÉNÉTEAU
Place de la cotation	Euronext Paris
Compartiment	Eurolist
	Compartiment A
Date d'admission	Mars 1984
Dénomination du titre coté	BÉNÉTEAU
Code ISIN	FR0000035164
Nominal de l'action cotée	0,10 €
Nombre de titres	87 147 200
Droit de vote	Oui
Droit au dividende ordinaire	Oui

● Evolution du cours de l'action Bénéteau

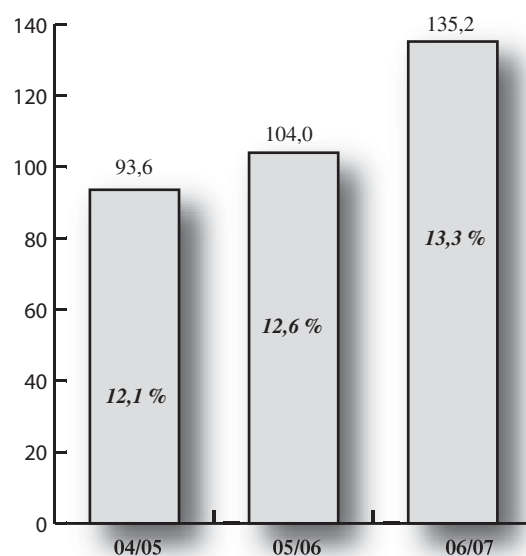


Evolution des Principaux Indicateurs

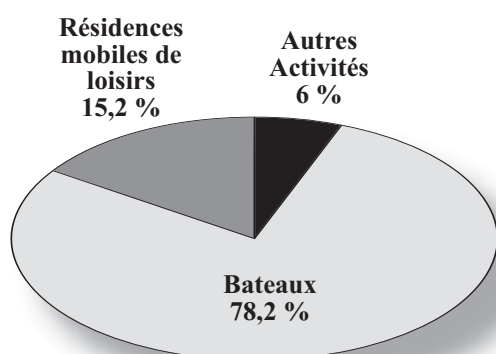
● Chiffre d'affaires en M€



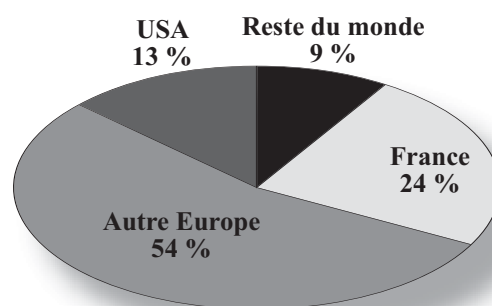
● Résultat Opérationnel en M€ (et en % du CA)



● CA 2006-2007 par activité



● Répartition géographique du CA Bateaux* 2006-2007



Bateaux : Bénéteau, Jeanneau, Lagoon
CNB, Wauquiez

*hors flotte loueurs

Extrait du Rapport de gestion

Exercice 2006/2007

GROUPE BÉNÉTEAU

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 1 013,7 millions d'euros au 31/08/2007, en hausse de 22,7 %. Il comprend 93,9 millions d'euros au titre d'IRM, société intégrée dans les comptes consolidés du groupe à compter du 1^{er} janvier 2007, suite à l'acquisition de 100 % des actions de la holding Financière Mercure.

A périmètre constant, le chiffre d'affaires atteint 919,8 millions d'euros, en hausse de 11,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette progression provient de l'ensemble des activités du groupe, dont la croissance a été supérieure à celle des marchés.

Le résultat opérationnel, en progression de 30,1 % atteint 135,3 millions d'euros et représente 13,3 % du chiffre d'affaires.

A périmètre constant, le résultat opérationnel progresse de 20,3 % pour un chiffre d'affaires en hausse de 11,3 %. Il représente 13,6 % du chiffre d'affaires, contre 12,6 % l'exercice précédent.

Le résultat net en croissance de 30,7 % s'élève à 93,6 millions d'euros (soit 9,2 % du chiffre d'affaires) contre 71,6 millions d'euros l'année précédente. A périmètre constant, le résultat net atteint 88 millions d'euros (+22,9 %) et représente 9,6% du chiffre d'affaires, contre 8,7 % l'année précédente.

I - ACTIVITÉ DES DIVISIONS

Compte tenu du poids des sociétés O'Hara et IRM dans le total du groupe, il a été décidé de constituer au 31 août 2007 un secteur d'activité spécifique pour les résidences mobiles de loisirs. Celles-ci représentent en effet 15,2 % du chiffre d'affaires consolidé et 10,9 % du résultat opérationnel consolidé.

Principaux indicateurs par activité

en M€	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel			
	2007	2006	2007		2006	
			% Ca		% Ca	
BATEAUX	798,7	728,4	117,9	14,8%	99,6	13,7%
RESIDENCES MOBILES DE LOISIRS	153,8	45,1	14,8	9,6%	2,9	6,4%
dont IRM	93,9		10,1	10,8%		
AUTRES	61,2	52,7	2,6	4,2%	1,5	2,8%
TOTAL	1 013,7	826,2	135,3	13,3%	104,0	12,6%

a) L'activité Bateaux

Le chiffre d'affaires de l'activité bateaux (Bénéteau, Jeanneau, CNB Lagoon et Wauquiez) atteint 798,7 millions d'euros, en progression de 9,7 %. A taux de change constant, la hausse est de 10,5 %. Au cours de l'exercice 2006-2007, le groupe a gagné des parts de marché tant en voile qu'en moteur. La performance en voile (+10,4 % à taux moyen et + 11,6 % à taux constant) permet au groupe de conforter son leadership mondial avec un chiffre d'affaires à 527,2 millions d'euros. L'activité bateaux à moteur, en hausse de 10,3 % atteint 253 millions d'euros et confirme le renforcement de la position du groupe sur le marché européen. Les autres bateaux (one off, professionnels) représentent un chiffre d'affaires de 18,6 millions d'euros.

Le résultat opérationnel de l'activité bateaux s'élève à 117,9 millions d'euros, soit 14,8 % du chiffre d'affaires contre 13,7 % l'an dernier. Cette progression du taux de rentabilité résulte principalement de la poursuite de l'amélioration des coûts.

Le résultat net s'élève à 82,4 millions d'euros, soit 10,3% du chiffre d'affaires.

GROUPE BÉNÉTEAU

Chantiers Bénéteau	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	386,8	344,6	316,9	299,8	271,8
Résultat d'exploitation (M€)	64,7	54,2	46,4	51,8	50,4
Résultat net (M€)	41,4	36,9	30,5	35,8	35,2
Effectif moyen	2 223	2 184	2 055	1 854	1 718

Bénéteau Inc	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (MUSD)	73,0	73,7	80,9	63,7	55,4
Résultat d'exploitation (MUSD)	9,2	9,0	10,9	9,9	7,6
Résultat net (MUSD)	6,2	5,1	8,1	7,4	5,9
Effectif moyen	330	330	299	276	252

Cours de change au 31 août 2007 : 1 € = 1,3705 USD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,3211 USD

Chantiers Jeanneau	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	347,6	316,0	303,4	261,0	224,4
Résultat d'exploitation (M€)	61,5	50,7	52,9	36,2	33,2
Résultat net (M€)	35,9	30,0	29,6	20,2	19,2
Effectif moyen	1 676	1 658	1 535	1 370,3	1 248

Jeanneau America Inc	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (MUSD)	32,7	26,5	32,5	17,9	15,1
Résultat d'exploitation (MUSD)	1,4	1,8	2,7	1,0	0,5
Résultat net (MUSD)	0,5	0,8	1,4	0,5	0,2
Effectif moyen	5,7	5,5	4,5	4,5	3,5

Cours de change au 31 août 2007 : 1 € = 1,3705 USD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,3211 USD

Ostroda Yachts	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (MPLN)	139,0	131,4	101,7	89,4	50,8
Résultat d'exploitation (MPLN)	8,9	6,8	(1,7)	8,5	5,3
Résultat net (MPLN)	9,0	11,0	5,3	6,4	1,1
Effectif moyen	358	314	293	223	201

Cours de change au 31 août 2007 : 1 € = 3,8162 PLN

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 3,8456 PLN

CNB	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	99,3	85,8	73,0	55,4	47,5
Résultat d'exploitation (M€)	6,8	4,4	3,9	2,3	0,7
Résultat net (M€)	3,3	2,4	1,7	1,4	0,9
Effectif moyen	347	317	297	293	292

Wauquiez International	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	8,9	16,2	14,6	15,0	10,0
Résultat d'exploitation (M€)	(1,5)	0	(1,1)	(0,7)	(1,3)
Résultat net (M€)	3,9 (*)	(0,6)	(1,7)	(1,0)	(1,6)
Effectif moyen	130	136	145	151,8	124

(*) après abandon de créance de 6,1 M€ accordé par Bénéteau SA.

L'activité des filiales de commercialisation consiste à animer le réseau local des concessionnaires. De ce fait, le niveau et l'évolution de leur chiffre d'affaires ne sont pas significatifs des ventes réalisées sur leur territoire, la majorité de celles-ci étant facturée depuis la France.

Bénéteau U.K. Ltd	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (MGBP)	0,4	0,4	0,4	0,2	1,0
Résultat net (MGBP)	0,1	0,1	0,1	0,2	0,6
Effectif moyen	0	0	0	0	0
Cours de change au 31 août 2007 : 1 € = 0,6780 GBP					
Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 0,6745 GBP					

Bénéteau Espana	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	1,5	1,6	1,6	1,6	1,3
Résultat net (M€)	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5
Effectif moyen	3	3	3	2	3

Bénéteau Italia	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	1,3	1,4	1,4	1,8	2,0
Résultat net (M€)	0,4	0,4	0,6	0,7	0,5
Effectif moyen	4	3	3	3	3

Jeanneau Espana Newco	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Résultat net (M€)	-	-	-	-	-
Effectif moyen	2	2	2	2	2

Les services

SGB Finance

SGB Finance, consolidée par équivalence, a accéléré sa progression en Europe, notamment en France, Italie et Espagne. Le résultat net s'élève à 1 570 K€ (part du groupe).

European Yacht Brokerage – EYB

Cette société propose aujourd'hui en moyenne 5000 bateaux et bénéficie de 150 contacts qualifiés par jour. Plus d'un million de visiteurs ont cette année consulté le site www.eyb.fr.

Sur l'année, 2 450 bateaux ont été vendus par les adhérents EYB en Europe.

EYB	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Résultat net (M€)	-	-	-	-	-
Effectif moyen	4	4,6	3,8	3,3	4

BJ Technologie

Cette société, nouvellement créée, est filiale des Chantiers Bénéteau et Jeanneau.

Depuis le 1er septembre 2007, elle constitue le centre de recherche et développement de l'activité bateaux du groupe.

Par ailleurs, depuis août 2007, BJ Technologie est commissionnaire à l'achat et a pour activité la gestion des achats et de la logistique pour le compte de ses actionnaires.

BJ Technologie	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	1,2
Résultat net (M€)	(0,4)
Effectif moyen	4

Autres sociétés

Nautilus	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Résultat net (M€)	(0,1)	-	-	-	-
Effectif moyen	0	0	0	0	0

b) L'activité Résidences mobiles de loisirs

Le marché du mobile home locatif a été bien orienté en 2006-2007. La croissance de O'Hara a été significativement supérieure à celle du marché (+ 33 %).

Le résultat d'exploitation ressort à 5,6 millions d'euros contre 4 millions d'euros l'année précédente. Le résultat net est également en progression significative (3 millions contre 1,7 millions).

Le quatrième exercice de O'Hara Vacances, filiale de O'Hara, dont l'activité est la commercialisation de séjours en résidences mobiles en France et en Europe, s'est traduit par un chiffre d'affaires de 4,8 millions d'euros. Cette société a dégagé, pour la première année depuis sa création, un résultat net positif (+0,3 millions d'euros).

O'Hara	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	58,8	43,9	42,6	37,0	27,1
Résultat d'exploitation (M€)	5,6	4,0	3,8	2,3	1,5
Résultat net (M€)	3,0	1,7	1,9	1,9	0
Effectif moyen	274	256,3	247,5	215,4	199

O'Hara Vacances	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	4,8	3,7	3,0	1,7
Résultat d'exploitation (M€)	0,3	(0,2)	(0,2)	(0,5)
Résultat net (M€)	0,3	(0,2)	(0,2)	(0,5)
Effectif moyen	7	6	5	4,2

IRM est intégré dans les comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2007, soit, au titre de l'exercice 2006-2007, sur une période de 8 mois.

Sur cette période, IRM a dégagé un chiffre d'affaires de 98,3 millions d'euros et un résultat opérationnel de 10,1 millions d'euros, soit 10,8 % du chiffre d'affaires.

IRM	2006/2007(*)
Chiffre d'affaires (M€)	98,3
Résultat d'exploitation (M€)	13,1
Résultat net (M€)	6,9
Effectif moyen	441

(*) sur 8 mois

JJ Trans	2006/2007(*)
Chiffre d'affaires (M€)	6,6
Résultat d'exploitation (M€)	1,0
Résultat net (M€)	0,6
Effectif moyen	17
Financière Mercure	2006/2007(*)
Chiffre d'affaires (M€)	1,6
Résultat net (M€)	(0,9)
Effectif moyen	6
Bordeaux Loisirs	2006/2007(*)
Chiffre d'affaires (M€)	0
Résultat net (M€)	0
Effectif moyen	0

(*) sur 8 mois

c) Autres activités

Véhicules sans permis Microcar

Les performances de Microcar ont continué de s'améliorer en 2006-2007 : le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 14 % (à 59,1 millions d'euros) et le résultat d'exploitation de 48 % (à 3,1 millions d'euros).

Cette amélioration de la rentabilité opérationnelle résulte du bon accueil sur l'ensemble des marchés du véhicule (nouveau millésime), de l'amélioration de la productivité industrielle et de la bonne maîtrise de l'ensemble des coûts.

Le résultat net ressort à 1,5 millions d'euros, contre 1,4 millions d'euros l'année précédente. Il convient de rappeler qu'au cours de l'exercice 2005-2006, Microcar n'avait pas de charge d'impôt, ayant bénéficié des reports déficitaires des années antérieures.

Microcar	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	59,1	51,8	46,8	50,2	41,8
Résultat d'exploitation (M€)	3,1	2,1	(1,0)	0,5	1,6
Résultat net (M€)	1,5	1,4	(2,0)	0,1	0,8
Effectif moyen	152	151	151	144,5	149

Microcar Italia	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
Chiffre d'affaires (M€)	7,3	6,5	5,2	7,7	4,9
Résultat net (M€)	0	(0,3)	(0,5)	(0,1)	(0,3)
Effectif moyen	6	8	6	5	5

Microcar Allemagne	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,9	0,9	0,9
Résultat net (M€)	(0,2)	-	-
Effectif moyen	1	2	2

Microcar Autriche	2006/2007	2005/2006
Chiffre d'affaires (M€)	4,5	2,1
Résultat net (M€)	0,1	-
Effectif moyen	6	5

Les autres participations

Ces participations non significatives ne sont pas comprises dans le périmètre de consolidation du groupe.

II - PRINCIPAUX NIVEAUX DE RÉSULTAT

a) Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Bénéteau au 31/08/2007 atteint 1 013,7 millions d'euros, en hausse de 22,7 %. Il comprend 93,9 millions d'euros au titre d'IRM, société intégrée dans les comptes consolidés à compter du 1er janvier 2007. A périmètre constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 11,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Toutes les activités du groupe ont contribué à cette performance, supérieure à celle des marchés :

- l'activité bateaux a progressé de 9,7 % :

- La voile (52 % du chiffre d'affaires du groupe) a progressé de 10,4%
- Les bateaux à moteur (25 % du chiffre d'affaires consolidé) ont eu une croissance de 10,3%
- Les autres bateaux (one off, professionnels) représentent 1,8 % du chiffre d'affaires consolidé.

- au sein des résidences mobiles de loisirs (15,2 % du chiffre d'affaires consolidé), O'Hara a réalisé une hausse de son chiffre d'affaires de 33,1 %

- les autres activités, constituées de Microcar (6 % du chiffre d'affaires consolidé) ont augmenté de 16 %

en M€	2006/2007	2005/2006
Chiffre d'affaires	1 013,7	826,2

b) La rentabilité

Le taux de rentabilité s'est sensiblement amélioré en 2006-2007. Le résultat opérationnel consolidé représente 13,3 % du chiffre d'affaires contre 12,6 % l'année précédente.

Cette forte amélioration de la rentabilité, qui concerne l'ensemble des activités du groupe, résulte notamment des gains de productivité réalisés sur les achats et les coûts de production ainsi que de la bonne maîtrise des frais fixes.

Le résultat opérationnel de l'activité bateaux progresse de 18,4 % pour atteindre 117,9 millions d'euros, soit 14,8 % du chiffre d'affaires (contre 13,7 % l'année précédente). Cette performance s'accompagne d'une meilleure compétitivité des produits du groupe dans leurs marchés.

Les autres activités ont également amélioré leur rentabilité. Les résidences mobiles de loisirs ont notamment dégagé un résultat opérationnel de 14,8 millions d'euros, soit 9,6 % du chiffre d'affaires.

Résultat opérationnel

en M€	2006/2007	2005/2006
Bateaux	117,9	99,6
Résidences Mobiles de Loisirs (dont IRM)	14,8 10,1	2,9
Autres activités	2,6	1,5
Résultat opérationnel	135,3	104,0

c) Le résultat financier

en M€	2006/2007	2005/2006
Résultat financier	2,8	3,0
Dont IRM	(1,8)	

Dans un contexte de baisse du dollar, le profit de change s'élève à 0,7 millions d'euros en 2006/2007 contre 1,9 millions d'euros l'exercice précédent. Il convient de rappeler que l'exposition du groupe au risque de change dollar porte sur environ 6% du chiffre d'affaires consolidé. L'existence d'une unité de production de bateaux aux USA limite fortement cette exposition.

Le groupe couvre son risque de change commercial (en USD, GBP et PLN) en procédant à des opérations de change à terme.

Au 31 août 2007, les ventes à terme suivantes étaient en cours, contre euros :

- 42 240 KUSD au taux moyen pour 1 € de 1,3539 USD
- 75 309 KPLN au taux moyen pour 1 € de 3,8620 PLN

Au 31 août 2007, les achats à terme suivants étaient en cours, contre euros :

- 930 KPLN au taux moyen pour 1 € de 4,0295 PLN

Le groupe n'utilise aucun instrument de gestion et de couverture de taux d'intérêt.

d) Le résultat net

Le résultat net part du groupe atteint 93,6 millions d'euros, en croissance de 30,7%. A périmètre constant, il augmente de 22,9% et représente 9,6% du chiffre d'affaires contre 8,7% l'exercice précédent.

Le résultat net du groupe comprend la constatation d'un effet impôt de 46 millions d'euros, faisant ressortir un taux effectif de 33,3 %.

en M€	2006/2007	2005/2006
Résultat Net (part du groupe)	93,6	71,6

e) La marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement a progressé de 15,6 % en 2006/2007 à 132,9 millions d'euros (contre 114,9 millions d'euros en 2005/2006).

Elle se décompose ainsi :

en M€	2006/2007	2005/2006
Résultat net (hors sociétés mises en équivalence)	92,0	70,4
Dotation aux amortissements	39,2	37,5
Dotations nettes aux provisions	4,2	6,1
Impôts différés	(2,6)	0,1
Autres	0,1	0,8
Marge brute d'autofinancement	132,9	114,9

En raison du passage aux normes IFRS, le groupe a inscrit au bilan, avec les moules auxquels ils se rattachent, les frais de développement concourant à leur réalisation. A ce titre, les dotations aux amortissements s'élèvent à 3,2 millions d'euros en 2005/2006 et 3,5 millions d'euros en 2006/2007.

L'intégration d'IRM sur la période a un effet positif sur la marge brute d'autofinancement de 5 millions d'euros.

f) Situation financière

Le groupe a une situation de trésorerie nette positive au 31/08/2007 de 224,4 millions d'euros, après déduction des dettes financières (14,1 millions d'euros de comptes courants d'associés) ainsi que des emprunts liés à un contrat de crédit-bail (1,7 millions d'euros) et ajout des comptes bancaires créditeurs (26,4 millions d'euros)

La trésorerie a évolué de la façon suivante :

en M€	2006/2007	2005/2006
Marge brute d'autofinancement	132,9	114,9
Variation du BFR d'exploitation	44,7	2,6
Variation du BFR hors exploitation	2,4	(10,9)
Variation de périmètre (*)	(59,8)	
Investissement	(51,0)	(46,4)
Dividendes	(24,3)	(21,7)
Autres (**)	0,3	0,5
Variation de trésorerie (**)	45,2	39,0
Trésorerie à l'ouverture (***)	179,2	140,2
Trésorerie à la clôture (***)	224,4	179,2

(*) dont 1^{re} intégration de IRM, 60 M€

(**) hors variation des dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

(***) après dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

Il est à noter que la forte amélioration du besoin en fonds de roulement au 31 août 2007 est atypique et qu'elle résulte à la fois d'un impact technique lié à l'intégration d'IRM dans les comptes consolidés et d'une situation bilancielle exceptionnellement favorable sur les dettes.

Par ailleurs, il faut rappeler que la trésorerie nette du groupe suit la forte saisonnalité de son activité et qu'au bilan du 31 août elle est proche de son niveau mensuel le plus élevé. La trésorerie moyenne annuelle est sensiblement inférieure à celle qui apparaît au bilan du 31 août.

III - AUTRES INFORMATIONS

a) Les investissements matériels

Une nouvelle usine a été mise en service au cours de l'exercice à Dompierre sur Yon pour les Chantiers Bénéteau, destinée aux prototypes.

en M€	2006/2007	2005/2006
Investissements matériels	51,1	44,6

b) Les effectifs

(hors intérim)	2006/2007	2005/2006	Variation
Effectif moyen	6 020	5 412	+11,2 %
Effectif moyen à périmètre constant	5 556	5 412	+2,7%

c) La recherche et le développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1er septembre 2004.

Par ailleurs, le groupe continue de comptabiliser en charges les autres frais de recherche et développement. Ils représentent environ 2% du chiffre d'affaires consolidé.

d) Environnement

A travers sa politique environnementale, le groupe Bénéteau s'est donné 3 objectifs :

- le maintien de ses sites de production en conformité réglementaire
- la diminution de l'impact environnemental de ses activités
- la diminution de l'impact environnemental de ses produits

La politique du groupe est relayée, au niveau de chaque entité, par des correspondants environnement.

Cette organisation permet d'associer l'ensemble des opérateurs à la politique environnementale du groupe.

Concrètement, cette politique s'est traduite pour l'exercice 2006-2007 :

- par le maintien en conformité réglementaire de nos sites
- par la diminution de l'impact environnemental de nos activités

L'impact environnemental des activités du groupe Bénéteau se traduit comme suit :

Emission COV	1 399 T
Consommation Eau	116 778 m ³
Consommation Energie	
Electricité	34 092 397 KW
Gaz Naturel	47 498 821 KW
Tonnage de Déchets Industriels Banaux (DIB) non valorisé	5 048 T
Tonnage de DIB valorisé	3 574 T
% de déchet valorisé	41 %
Tonnage de Déchets Industriels Spécifiques (DIS) non valorisé	574 T
Tonnage de DIS valorisé	759 T

Les investissements du groupe Bénéteau destinés à réduire l'impact environnemental et à prévenir les conséquences de son activité sur l'environnement ont été sur l'exercice 2006/2007 de 139 K€.

e) Informations sociales

Le groupe Bénéteau a toujours agi en acteur économique, responsable et respectueux de ses collaborateurs. Sa démarche consiste en la recherche d'un équilibre entre la pérennité économique et le respect des Hommes et des Femmes participant à son développement sans oublier son impact dans le domaine environnemental.

Au 31 août 2007, le groupe Bénéteau compte au total 6 095 salariés (hors intérim) à travers le monde répartis ainsi :

	2006/2007	2005/2006
BATEAUX		
France	4 495	4 360
Autre Europe	367	353
USA	335	303,5
Total Bateaux	5 197	5 016,5
RESIDENCES MOBILES DE LOISIRS		
Total Résidences Mobiles de Loisirs (France uniquement)	735	261
AUTRES ACTIVITES		
France	150	153
Autre Europe	13	15
Total autres activités	163	168
TOTAL	6 095	5 445,5

Au cours de l'exercice, le groupe a augmenté ses effectifs de 650 emplois permanents (dont 459 provenant de l'acquisition d'IRM).

Répartition par catégorie (hors intérim) :

	2006/2007	2005/2006
Ouvriers	4 701	4 215
Employés / Techniciens / Agents de maîtrise	1 015	867,5
Cadres et Assimilés	379	363

En 2006/2007, le nombre d'ouvriers a progressé de 6,38%, les ETAM de 17% et les cadres et assimilés de 4,41%, soit une progression plus marquée des ETAM par rapport à l'exercice précédent.

Sur cette même période, l'emploi féminin, qui représente 26,43 % des effectifs, est en augmentation de 15,15 % contre 10,99 % pour les hommes.

L'effectif moyen (y compris l'intérim) est réparti de la façon suivante par activité :

	2006/2007	2005/2006
Bateaux	6 034	5 846
Résidences mobiles de loisirs	957	317
<i>Dont IRM</i>	620	
Autres activités	197	187
Effectif moyen total (dont intérim)	7 188	6 350

L'activité saisonnière du groupe le conduit à avoir recours au personnel intérimaire. En moyenne au cours de l'exercice, 814 intérimaires ont travaillé au sein du groupe.

Le montant de l'intéressement et de la participation au 31 août 2007 s'élève à 22,9 millions d'euros, représentant une progression par rapport à l'exercice précédent de 20,3%, à périmètre constant.

IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A notre connaissance, aucun événement significatif n'est intervenu entre la clôture et la date de rédaction du présent rapport.

V - PERSPECTIVES

Les salons nautiques d'automne viennent confirmer la bonne tenue des marchés de la plaisance. Le niveau du carnet de commande actuel et l'accueil très positif des nouveautés donnent au groupe une bonne visibilité sur les niveaux de croissance attendus.

Le début de saison de l'activité résidences mobiles de loisirs devrait lui permettre de conforter en 2007-2008 le haut niveau d'activité réalisé au cours de 2006-2007.

L'ensemble de ces éléments conduisent le groupe à prévoir pour 2007-2008 une nouvelle année de croissance supérieure à celle des marchés.

BENETEAU S.A.

Principaux niveaux de résultat

BENETEAU S.A., holding de tête du groupe Bénéteau, a une activité non significative au regard de ses filiales industrielles.

Ses principaux niveaux de résultat sont les suivants :

en M€	2006/2007	2005/2006
Chiffre d'affaires	9,2	8,2
Résultat d'exploitation	(0,4)	(0,9)
Résultat financier	40,6	44,5
Résultat net	37,2	43,4

Au cours de l'exercice, Bénéteau S.A. a perçu 27,4 millions d'euros de dividendes de Chantiers Bénéteau S.A., Chantiers Jeanneau S.A., CNB S.A. et O'Hara S.A.

La situation nette bancaire globale de la société s'élève à -26,6 millions d'euros au 31 août 2007.

Autres éléments

A notre connaissance, aucune personne physique ou morale, à l'exception de Béri 21 S.A., ne détient plus de 5 % du capital de Bénéteau S.A.

Les dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I. se sont élevées, pour l'exercice, à la somme de 15 988 €.

Aucune délégation pour augmentation de capital n'a été donnée sur l'exercice par l'assemblée générale.

Le 2 juillet 2007, la société a procédé à la division du nominal de l'action par 5.

Au cours de l'exercice (en considérant la division du titre par 5 au 1^{er} septembre 2006), la société a procédé aux achats et ventes d'actions Bénéteau dans les conditions suivantes :

- des achats pour un total de 784 715 actions au cours moyen de 16,64 €
- des ventes pour un total de 2 241 800 actions au cours moyen de 14,01 €
- des frais de négociation : 58 K€

Parallèlement, il a été procédé à des levées de stock options par les salariés pour un total de 171 425 actions au cours moyen d'exercice de 6,29 € et à des attributions définitives d'actions gratuites pour 42 500 actions.

Ainsi, le solde au 31 août 2007 est de 3 469 150 actions au nominal de 0,10 €, représentant 3,98 % du capital, soit 3,08% en actions propres et 0,90% en actions attribuées. La valeur au bilan s'élève à 28 075 K€ et la valeur au 31 août 2007, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2007, s'élève à 62 271 K€

Les motifs des acquisitions entrent dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par les Assemblées Générales du 20 Juillet 2006 et du 22 juin 2007.

Le plan d'attribution d'actions gratuites du 29 août 2007 concerne notamment les membres du Directoire, pour lesquels des conditions d'objectifs à 5 ans puis de conservation pendant 2 ans ont été fixées.

Affectation du résultat

Pour l'exercice 2006/2007, il est proposé d'affecter le résultat net de l'exercice de 37 219 231,01 €, augmenté de 1 508 193,00 € de "Report à nouveau" antérieur de la manière suivante :

- Dividendes	33 987 408,00 €
- Autres réserves	4 740 016,01 €

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte Report à nouveau.

Le dividende proposé s'élève à 0,39 € pour chacune des 87 147 200 actions de 0,10 € nominal. Il est éligible à l'abattement.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2003/2004	2004/2005	2005/2006
Nominal de l'action	0,50 €	0,50 €	0,50€
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	17 429 440
Dividende	1,23 €	1,32 €	1,48 €
Dividende équivalent (*)	0,246 €	0,264 €	0,296 €

(*) tenant compte de la division du nominal par 5.

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES - BENETEAU S.A.

Montants en €	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	17 429 440	17 429 440	87 147 200
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 364 505	7 010 724	7 679 553	8 161 088	9 164 853
Résultat avant impôts, participation et intéressement des salariés, amort. et prov.	26 539 008	44 455 601	26 838 305	44 711 965	38 485 400
Impôts sur les bénéfices	(493 538)	1 178 761	308 633	53 965	4 381 900
Participation et intéressement des salariés	102 333	123 030	168 001	217 009	154 940
Résultat net	27 595 014	40 013 673	23 989 688	43 383 568	37 219 231
Résultat distribué	18 475 206	21 438 211	23 006 861	25 795 571	33 987 408
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation et intéressement, mais avant amortissements et provisions	1,55	2,48	1,51	2,55	0,39
Résultat net	1,58	2,30	1,38	2,49	0,43
Dividende attribué à chaque action	1,06	1,23	1,32	1,48	0,39
Personnel					
Effectif moyen des salariés	19	23,6	25,4	27,3	22,6
Montant de la masse salariale	1 559 576	1 728 645	2 185 617	2 377 233	2 055 168
Montant des sommes versées au titre d'avantages sociaux	652 753	804 329	1 005 817	872 485	878 741

Rapport sur la partie Extraordinaire

Assemblée Générale Mixte du 1^{er} Février 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Dans le prolongement des délibérations du Directoire et du Conseil de Surveillance des 7 et 8 novembre 2007, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément à la loi et aux statuts de votre société, afin de délibérer, d'une part, sur la partie ordinaire annuelle, et d'autre part, sur les sujets particuliers suivants :

1- AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

Nous vous rappelons les dispositions de la loi sur l'épargne salariale du 19 février 2001 qui demandent à l'Assemblée Générale des actionnaires de se prononcer tous les 3 ans, ou lors de toute décision d'augmentation du capital, sur un projet de résolution concernant une augmentation de capital réservée aux salariés, effectuée dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du Travail.

Ainsi, il y a 3 ans, l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 janvier 2005, sur proposition du Conseil d'Administration, avait décidé de rejeter la résolution correspondante.

BENETEAU S.A. ne prévoyant toujours pas d'augmentation de son capital dans l'immédiat, nous vous proposons en conséquence de rejeter à nouveau purement et simplement la 14^{ème} résolution.

2 - POSSIBILITÉ DE TENUE DES CONSEILS DE SURVEILLANCE PAR MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION

Ainsi que les dispositions légales le permettent dorénavant, nous vous proposons de modifier l'article 19 des statuts traitant du fonctionnement du Conseil de Surveillance afin de lui permettre d'avoir la possibilité de tenir ses réunions par moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Nous profiterons de la modification corrélative des statuts pour procéder à leur mise en harmonie avec les dernières dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En conséquence, nous soumettons à votre approbation la 15^{ème} résolution.

Rapport du Conseil de Surveillance

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Le Conseil de Surveillance a régulièrement été informé par le Directoire de l'évolution de la marche du groupe et a exercé les missions qui lui ont été confiées par la loi et les statuts.

Il a notamment examiné les comptes sociaux de BENETEAU S.A., ainsi que les comptes consolidés du groupe BENETEAU, arrêtés au 31 août 2007, et n'a pas d'observations particulières à formuler sur ces documents.

Le Rapport de gestion du Directoire n'appelle, lui non plus, aucune observation de notre part.

De même pour le Rapport sur la partie Extraordinaire de l'Assemblée.

Votre Conseil vous invite donc à approuver les documents qui vous sont ici présentés ainsi que les résolutions qui vous sont proposées, à l'exception de la 14ème résolution que nous vous proposons de rejeter purement et simplement.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 8 novembre 2007

Le Président du Conseil de Surveillance

Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et le contrôle interne

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce, complété par la loi n° 2003-706 de Sécurité Financière du 2 août 2004, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 août 2007
- des procédures de contrôle interne mises en place par la société

1 - PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

1.1 Composition du Conseil de Surveillance

Votre Conseil de Surveillance est composé des 8 membres suivants :

Mr Yves LYON-CAEN, Président

Mme Annette ROUX, Vice-Président

Mr Yvon BENÊTEAU

Mr Jean-Louis CAUSSIN

Mr Eric DELANNOY

Mr Luc DUPE

Mr Yves GONNORD

Mr Christian de LABRIFFE

Chaque membre doit détenir au moins 500 actions de la société.
La durée des fonctions des membres est de trois ans.

Les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et conformes aux dispositions légales.

Un Règlement intérieur a par ailleurs été adopté par le Conseil de Surveillance dans sa délibération du 10 mai 2005.

1.2 Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins quatre fois par an.

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil de Surveillance s'est donc réuni quatre fois, dont :

- le 9 novembre 2006, notamment pour l'examen des comptes de l'exercice clos le 31 août 2006
- le 25 avril 2007, notamment pour l'examen des comptes du premier semestre et l'actualisation des prévisions de l'exercice 2006-2007

1.3 Convocations des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil ont été convoqués par lettre simple, au moins 8 jours avant la date de la réunion.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, également 8 jours avant la date de la réunion, pour chaque Conseil examinant ou arrêtant les comptes annuels ou intermédiaires.

1.4 Information des membres du Conseil de Surveillance

Outre l'ordre du jour que les membres du Conseil reçoivent systématiquement avec leur convocation, la société met à leur disposition tous les documents et informations nécessaires à leur mission.

1.5 Comités spécialisés

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance :

Comité d'audit

Mr Yves LYON-CAEN, Président
Mr Christian de LABRIFFE

Comité des nominations et des rémunérations

Mr Yves GONNORD, Président
Mme Annette ROUX
Mr Yves LYON-CAEN

Comité stratégique

Mme Annette ROUX, Président
Mr Yves LYON-CAEN
Mr Yvon BENETEAU
Mr Luc DUPE
Mr Eric DELANNOY
Mr Xavier FONTANET

1.6 Procès-verbaux des réunions

Les réunions et décisions du Conseil sont formalisées dans des procès-verbaux établis à l'issue de chaque réunion, puis signés par le Président et au moins un membre du Conseil.

2 - PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

2.1 Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est défini, au sein du groupe Bénéteau, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques et permettant d'assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Mis en œuvre par le Conseil de Surveillance, le Directoire et le personnel du groupe, il vise à obtenir une assurance raisonnable, et non une garantie absolue, sur :

- la correcte application de la politique générale de l'entreprise
- le respect des lois et des règlements applicables au groupe
- la prévention, la détection et la maîtrise des risques inhérents à l'activité, ainsi que les risques de fraudes et d'erreurs
- la fiabilité des informations comptables financières

2.2 Organisation générale des procédures de contrôle interne

2.2.1 Principaux acteurs du contrôle interne

Le Conseil de Surveillance

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la société et des attributions qui lui sont conférées par les statuts, le Conseil de Surveillance examine régulièrement les orientations stratégiques de la société, évalue l'adéquation de sa politique d'investissement, apprécie ses projets de développement de nouveaux produits. Ses travaux sont préparés par des réunions ad hoc du comité stratégique.

Communication lui est faite à rythme régulier des informations comptables et financières de la société. Il est assisté dans leur analyse par le comité d'audit qui se réunit plusieurs fois dans l'année, si nécessaire avec les Commissaires aux comptes, et le plus souvent avec le Président du Directoire et le Directeur financier. Il évoque également les travaux du comité de rémunérations et des nominations afin de se prononcer sur les rémunérations des membres du Directoire et les attributions d'actions gratuites et d'options d'achat d'actions.

Le Directoire

Il définit et anime les orientations opérationnelles du groupe dans le cadre de ses attributions statutaires. Il s'appuie sur les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des filiales ainsi que sur les directions fonctionnelles du groupe. Ce système de direction permet une planification et une coordination efficace du contrôle interne.

Les comités opérationnels

Dédiés aux domaines suivants, ils se réunissent à fréquence régulière :

- achats
- développement produits
- scientifique et technique
- industriel
- systèmes d'information
- juridique
- financier

Les comités de pilotage des filiales

Réunis régulièrement à l'initiative du Président du Directoire (chaque semaine pour les sociétés de l'activité plaisance et chaque mois pour les autres), composés des directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés, les comités de pilotage coordonnent la mise en œuvre des objectifs stratégiques du groupe et s'assurent de leur bonne déclinaison au sein des différents services.

Les responsables fonctionnels et opérationnels

Ils sont chargés de proposer des plans d'action en adéquation avec les objectifs fixés par le comité de pilotage et de mettre en place des méthodes de travail qui soient efficaces et performantes pour les principaux processus opérationnels. Dans ce cadre, ils s'assurent de la bonne mise en place des mesures prises afin de réduire la probabilité de la survenance des principaux risques et d'en limiter, le cas échéant, les conséquences.

La direction financière

La direction financière du groupe, en liaison avec les équipes du contrôle de gestion et de la comptabilité des différentes entités, est chargée de :

- prévenir et maîtriser les écarts par rapport aux objectifs définis
- garantir la fiabilité des informations comptables et financières

Elle prépare les documents demandés par le comité d'audit et participe à ses travaux.

Les Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes complètent en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du groupe. Leurs travaux apportent au groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

2.2.2 Principales décisions de gestion

Les décisions majeures de gestion, qui engagent de façon significative l'entreprise, sont toutes validées par le Directoire.

2.2.3 Gestion des risques

Au cours de l'année 2007, la commission a actualisé les plans d'actions qui concourent à la maîtrise des risques dans les principaux domaines d'activités de l'ensemble des sociétés du groupe.

Les plans d'actions mis en place sur la sécurité informatique avec l'évaluation et l'adaptation d'une charte de sécurité informatique, sur la prévention des risques environnementaux, sur la signature de contrats de progrès avec les principaux fournisseurs afin de réduire l'ensemble des risques liés aux opérations d'achat, sur la gestion des risques juridiques et contentieux ont été poursuivis en 2007.

De plus, l'accent a été mis cette année sur la gestion des risques financiers (trésorerie et change principalement). Une procédure stricte concernant les placements de la trésorerie a été préparée et appliquée.

2.2.4 Procédures générales

Le groupe a mis en place des délégations de pouvoirs pour les principaux cadres dirigeants ainsi que pour les responsables de services. Les procédures de demande et d'approbation des engagements et des paiements renforcent le contrôle interne. Ces procédures ont été actualisées en 2007 pour tenir compte de la création de la société BJ Technologie, filiale de Chantiers Bénéteau et de Chantiers Jeanneau à parts égales.

Des normes de production ont été définies et les procédures opératoires ont été mises en place et suivies dans le cadre des certifications ISO 9001 et ISO 14001, garantissant ainsi aux consommateurs de nos produits un bon niveau de qualité et de sécurité ainsi que le respect de l'environnement des sites de production du groupe.

La démarche ISO 9001, qui s'appuie sur un système de management de la qualité certifié chaque année par un organisme indépendant (BVQI pour Chantiers Bénéteau et AFAQ pour Chantiers Jeanneau) incite les deux chantiers à analyser les exigences des clients, à définir le processus qui contribue à la réalisation d'un produit conforme pour le client et à en maintenir la maîtrise par des contrôles méthodiques et systématiques. Tous les processus majeurs de l'entreprise (systèmes d'informations, achats, ressources humaines, budget, tableau de bord opérationnel, contrôle fabrication, développement, technique,...) sont documentés, suivis par des indicateurs de performance et font l'objet d'audits internes et externes réguliers.

La gestion de l'environnement s'appuie sur la norme ISO 14001 qui permet de formuler ses objectifs en prenant en compte les exigences législatives et les impacts environnementaux significatifs. Ce système est également documenté (procédures), planifié (mise en place de programmes de management de l'environnement), suivi par des indicateurs de maîtrise opérationnelle et de performance et fait l'objet d'audits (internes et externes) et d'exercices réguliers visant à vérifier le bon fonctionnement des installations et la bonne aptitude des équipes à réagir dans l'urgence. Un audit des risques incendie est régulièrement réalisé par l'assureur du groupe.

Les principales sociétés du groupe sont certifiées ISO 9001 et ISO 14001.

2.3 Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Le groupe s'est doté d'un ensemble de règles et méthodes permettant de fournir une information financière fiable, avec notamment pour objectif de garantir :

- une remontée de l'information financière dans des délais raisonnables, et pouvoir ainsi mettre en œuvre des actions correctives le cas échéant
- la qualité de l'information financière transmise au Directoire et au Conseil de Surveillance du groupe
- l'homogénéité de l'information entre les différentes sociétés du groupe
- le respect des différentes réglementations (comptables, fiscales, douanières, ...)
- la maîtrise des risques d'erreurs

Les comptes consolidés sont présentés en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne (normes IFRS).

Pour atteindre ces objectifs, chaque société du groupe Bénéteau applique notamment un processus budgétaire identique.

Un compte de résultat prévisionnel est établi en début d'exercice. En cours d'exercice, un ajustement de l'estimation initiale est réalisé à deux ou trois reprises.

Ces ajustements s'appuient sur le reporting interne établi par chaque société du groupe.

Plusieurs services concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées du groupe :

- comptabilité et consolidation
- contrôle de gestion
- systèmes d'information
- trésorerie
- juridique

Ces services s'assurent que les différentes entités du groupe connaissent les nouveautés en matière de législation, de recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, de procédures internes au groupe et de leur traitement.

Ils informent sur la politique financière du groupe, des normes et procédures à appliquer, des actions correctrices à apporter et du contrôle interne relatif aux données comptables et financières.

Par ailleurs, des comités de gestion mensuels par entité, destinés à analyser les résultats, contribuent au pilotage économique et participent à la création et à l'entretien d'une culture financière au sein du groupe.

Les principaux processus de gestion participent au contrôle interne. Il s'agit du plan stratégique à moyen terme, du budget annuel, des estimés trimestriels du résultat annuel, du reporting mensuel des résultats de gestion, des tableaux de bord opérationnels et des arrêtés semestriels des comptes sociaux et consolidés.

Pour la production des comptes consolidés, Bénéteau SA utilise le référentiel commun au groupe ; ce qui induit l'homogénéité des méthodes comptables et règles de consolidation ainsi que la normalisation des formats de restitution.

Bénéteau SA établit les comptes consolidés en application des normes IFRS. Des notes d'instruction de la direction financière définissent les calendriers de clôture. Chaque semestre, un rapprochement est réalisé entre les éléments des comptes consolidés et le reporting mensuel afin d'analyser et d'expliciter les éventuels écarts. Dans le cadre de leur mission, les commissaires aux comptes interviennent au moins semestriellement, à la fin du premier semestre pour une revue limitée et au 31 août pour une revue complète.

2.4 Pilotage du contrôle interne

Le système d'information du groupe repose sur des outils communs aux principales sociétés, tant en ce qui concerne les gestions de production que le traitement de l'information financière. Il permet d'obtenir une information fiable, de qualité et dans des délais raisonnables.

Au cours de l'année 2007, l'outil "décisionnel", qui permet d'accroître l'automatisation de l'information et de faciliter ainsi le pilotage des principales activités du groupe, et déjà opérationnel dans le domaine des achats des consommations matière ainsi qu'au domaine marketing et commercial a été étendu à la garantie SAV.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a continué ses travaux en 2007, assurant la formalisation de l'information financière.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 8 novembre 2007

Le Président du Conseil de Surveillance

Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la société Bénéteau S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière - Exercice clos le 31 août 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Bénéteau S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2007.

Il appartient au Président du Conseil de surveillance de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel françaises. Celles-ci requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président,
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Nantes et La Roche-sur-Yon, le 7 janvier 2008

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Franck NOEL
Associé

Sébastien Caillaud
Associé

GROUPE **B**ÉNĒTEAU

Eléments financiers

Groupe Bénéteau

Compte de résultat consolidé.....	30
Bilan consolidé	31
Tableau de variation des capitaux propres	32
Tableau des profits et pertes directement comptabilisés en capitaux propres.....	32
Tableau des flux de trésorerie	33
Note 1 – Informations relatives à l’entreprise.....	34
Note 2 – Faits marquants de l’exercice.....	34
Note 3 – Méthodes comptables	34
Note 4 – Participations et périmètre de consolidation	40
Note 5 – Actif immobilisé.....	41
Note 6 – Stocks et encours	43
Note 7 – Clients et comptes rattachés.....	43
Note 8 – Autres créances.....	43
Note 9 – Trésorerie et équivalent de trésorerie	43
Note 10 – Capitaux propres	44
Note 11 – Provisions.....	45
Note 12 – Avantages au personnel.....	46
Note 13 – Dettes financières.....	47
Note 14 – Autres dettes et créditeurs	47
Note 15 – Instruments financiers	48
Note 16 – Engagements	48
Note 17 – Information sectorielle.....	49
Note 18 – Personnel	50
Note 19 – Charges externes.....	51
Note 20 – Autres produits et charges	51
Note 21 – Résultat financier.....	51
Note 22 – Impôts sur les résultats et impôts différés	52
Note 23 – Résultat par action	53
Note 24 – Informations concernant les entreprises liées	54
Note 25 – Incidence de l’intégration de IRM dans les comptes consolidés au 1 ^{er} janvier 2007	55
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	56

Résultats financiers Groupe Bénéteau

Compte de résultat consolidé au 31 août 2007

en milliers d'euros	Note	31.08.07	31.08.06
Chiffre d'affaires	<i>Note 17</i>	1 013 711	826 206
Variation des stocks de produits finis et en-cours		(5 383)	3 691
Autres produits de l'activité		725	956
Achats consommés		(497 975)	(398 256)
Charges de personnel	<i>Note 18</i>	(234 628)	(197 291)
Charges externes	<i>Note 19</i>	(84 949)	(76 158)
Impôts et taxes		(15 443)	(12 899)
Amortissements		(39 173)	(37 517)
Autres produits et charges opérationnels courants	<i>Note 20</i>	(1 631)	(4 711)
Résultat opérationnel courant	<i>Note 17</i>	135 254	104 021
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat opérationnel	<i>Note 17</i>	135 254	104 021
Coût de l'endettement financier net		1 301	652
Autres produits et charges financières		1 457	2 303
Résultat financier	<i>Note 21</i>	2 758	2 955
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		1 570	1 194
Charge d'impôt sur les résultats	<i>Note 22</i>	(45 971)	(36 575)
Résultat net de l'ensemble consolidé		93 611	71 595
Part des intérêts minoritaires		24	21
Résultat net (Part du Groupe)		93 587	71 574
en €			
Résultat net par action	<i>Note 23</i>	1,13	0,87 *
Résultat net dilué par action	<i>Note 23</i>	1,12	0,86 *

* considérant la division du titre par 5 depuis le 31/08/06

Bilan consolidé au 31 août 2007

ACTIF	Note	31.08.07	31.08.06
en milliers d'euros			
Ecarts d'acquisition	<i>Note 25</i>	63 335	0
Autres immobilisations incorporelles	<i>Note 5</i>	2 161	2 302
Immobilisations corporelles	<i>Note 5</i>	211 248	190 421
Participations dans les entreprises associées	<i>Note 5</i>	9 471	7 901
Actifs financiers non courants	<i>Note 5</i>	365	850
Actifs d'impôts différés	<i>Note 22</i>	2 180	1 183
Actifs non courants		288 760	202 657
Stocks et en-cours	<i>Note 6</i>	143 040	112 498
Clients et comptes rattachés	<i>Note 7</i>	87 215	66 944
Autres créances	<i>Note 8</i>	26 214	19 760
Actifs financiers	<i>Note 9</i>	203 595	177 751
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<i>Note 9</i>	62 945	18 262
Actifs courants		522 919	395 215
Total Actif		811 679	597 872

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	Note	31.08.07	31.08.06
en milliers d'euros			
Capital		8 715	8 715
Primes		27 850	27 850
Autocontrôle	<i>Note 10</i>	-28 075	-31 486
Réserves consolidées		335 230	270 334
Résultat consolidé		93 587	71 574
Capitaux propres (Part du Groupe)	<i>Note 10</i>	437 307	346 987
Intérêts minoritaires		29	27
Total Capitaux propres		437 336	347 014
Provisions	<i>Note 11</i>	4 905	4 263
Engagements envers le personnel	<i>Note 12</i>	6 820	7 188
Dettes financières	<i>Note 13</i>	1 599	1 560
Passifs d'impôts différés	<i>Note 22</i>	421	417
Passifs non courants		13 745	13 428
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	<i>Note 13</i>	40 923	15 795
Fournisseurs et autres créditeurs	<i>Note 14</i>	116 021	82 238
Autres dettes	<i>Note 14</i>	163 397	116 445
Autres provisions	<i>Note 11</i>	17 131	13 187
Dettes d'impôt exigible	<i>Note 14</i>	23 127	9 765
Passifs courants		360 599	237 430
Total Capitaux propres et passif		811 679	597 872

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves Conversion	Résultat	Capitaux propres, Part du groupe	Int. Mino- ritaires	Total capitaux propres
en milliers d'euros									
Situation nette au 31/08/2005	8 715	27 850	-26 327	233 728	-6 962	64 414	301 418	35	301 453
Affectation du résultat 2004/2005				64 414		-64 414	0		0
Distribution de dividendes				-21 643			-21 643	-29	-21 672
Ecart de conversion					-888		-888		-888
Emission d'actions							0		0
Mouvements sur actions propres			-5 159	656			-4 503		-4 503
Résultat 2005/2006						71 574	71 574	21	71 595
Autres				1 029			1 029		1 029
Situation nette au 31/08/2006	8 715	27 850	-31 486	278 184	-7 850	71 574	346 987	27	347 014
Affectation du résultat 2005/2006				71 574		-71 574	0		0
Distribution de dividendes				-24 287			-24 287	-22	-24 309
Ecart de conversion					-1 068		-1 068		-1 068
Emission d'actions							0		0
Mouvements sur actions propres			3 411	16 839			20 250		20 250
Résultat 2006/2007						93 587	93 587	24	93 611
Autres (1)				1 838			1 838		1 838
Situation nette au 31/08/2007	8 715	27 850	-28 075	344 148	-8 918	93 587	437 307	29	437 336

(1) détail des autres variations

- Norme IAS32 -39	161 K€ (note 15)
- Norme IFRS 2	729 K€ (note 18)
- Norme IAS 19	948 K€ (note 12)

Tableau des profits et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Variation de juste valeur des instruments financiers	161	601
Incidence des écarts actuariels	948	0

Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	92 041	70 401
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	40 850	44 528
<i>Ecart de change sur résultat</i>		
<i>Amortissements et provisions</i>	43 335	43 605
<i>Plus ou moins values de cession</i>	126	817
<i>Impôts différés</i>	(2 610)	105
Marge brute d'autofinancement	132 892	114 929
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	58 144	2 575
<i>Stocks et encours</i>	526	(1 781)
<i>Créances</i>	9 231	(3 542)
<i>Impôt exigible</i>	13 338	(1 767)
<i>Dettes</i>	35 048	9 666
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	191 036	117 504
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(51 870)	(46 909)
Cessions d'immobilisations	851	515
Dettes sur immobilisations	2 464	(10 920)
Incidence des variations de périmètre	(44 326)	0
Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(92 881)	(57 315)
Opérations de financement		
Variation de capital	0	0
Actions propres	20 980	(4 502)
Dividendes versés aux actionnaires	(24 310)	(21 674)
Encaissements provenant de dettes financières	374	2 171
Remboursements de dettes financières	(50 011)	(851)
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	(52 967)	(24 857)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	45 188	35 332
Trésorerie à l'ouverture	195 422	160 242
Trésorerie à la clôture	240 180	195 422
Incidence des variations de cours des devises	(430)	(153)
Dont Actions propres	0	0
Autres VMP	203 595	177 751
Disponibilités	62 945	18 263
Comptes bancaires créditeurs	(26 361)	(592)

Note 1 - Informations relatives à l'entreprise

Côtée sur Euronext, Bénéteau SA est une société anonyme de droit français.

Le groupe a deux activités principales :

- la conception, fabrication et commercialisation auprès d'un réseau international de concessionnaires, de bateaux à voile et à moteur, activité regroupée sous la dénomination du secteur "Bateaux". Le groupe est leader mondial sur le marché des bateaux à voile et un des principaux acteurs sur le marché européen des bateaux à moteur ;
- la conception, fabrication et commercialisation de résidences mobiles de loisirs, activité regroupée sous la dénomination du secteur "Résidences Mobiles de Loisirs".

Les autres activités du groupe constituées de Microcar (construction, fabrication et commercialisation de véhicules sans permis), sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les états financiers consolidés au 31 août 2007 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci après "Le Groupe").

Le Directoire du 7 novembre 2007 a arrêté les comptes annuels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 août 2007.

Note 2 - Faits marquants de l'exercice

En date du 1^{er} janvier 2007, le groupe Bénéteau a pris le contrôle exclusif du groupe IRM constitué de quatre sociétés, Financière Mercure, IRM, JJ Trans et Bordeaux Loisirs, suite au protocole de cession signé le 15 décembre 2006.

Le paiement s'est effectué le 15 mars 2007.

Ces sociétés sont intégrées dans les comptes consolidés selon la méthode de l'intégration globale, à compter du 1^{er} janvier 2007.

Opérant sur des marchés similaires à ceux des sociétés O'Hara et O'Hara Vacances, l'ensemble de ces sociétés a été regroupé au sein du secteur Résidences Mobiles de Loisirs (RML).

A présent, au sein du groupe Bénéteau, deux secteurs regroupent des domaines d'activité stratégiques fabriquant et commercialisant des produits similaires sur des marchés proches, le secteur des bateaux et le secteur des résidences mobiles de loisirs.

Note 3 - Méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 31 août 2007 en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne, à l'exception des normes IFRS 7 (informations à fournir sur les instruments financiers) et IAS 1 révisée (présentation des états financiers), qui ne seront applicables qu'à compter de la clôture au 31 août 2008.

3.1 Présentation des états financiers consolidés

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sont considérés comme "actifs courants", les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les "dettes courantes" sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme "non courants".

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

3.2 Méthodes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées :

Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mis en équivalence.

Méthodes appliquées au groupe

Au 31 août 2007, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Bénéteau SA. Les comptes de ces sociétés sont donc consolidés par intégration globale ; seule la société SGB Finance, dont le pourcentage de contrôle est de 48,9992%, est consolidée par mise en équivalence.

Les soldes bilanciels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

3.3 Regroupement d'entreprise et écart d'acquisition

Les acquisitions intervenues avant le 1er septembre 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitement, comme le permet la norme IFRS 1.

L'amortissement des écarts d'acquisition a été remplacé par une revue de perte de valeur, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent en cas d'indice de perte de valeur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser le test de dépréciation sur la survaleur IRM :

- compte tenu de la date d'acquisition, l'unité génératrice de trésorerie retenue est le sous-groupe IRM
- le taux d'actualisation retenu s'élève à 8,22%
- les cash-flows ont été calculés à partir d'un plan à 3 ans.

3.4 Méthode de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis, pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture, et pour le compte de résultat au cours moyen de l'exercice.

L'écart de change déterminé sur les comptes réciproques d'actif circulant et de dettes est reclassé dans les comptes d'écart de change de bas de bilan. Les écarts de change liés aux opérations réciproques d'exploitation sont classés en charges ou produits financiers selon le cas.

3.5 Actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles acquises par le groupe ayant une durée de vie définies sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel :

- | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|
| - Concessions, brevets, licences | sur la durée de validité du dépôt |
| - Logiciels | entre 1 et 3 ans |

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés en utilisant un taux de 8,22%.

3.6 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge.

Les frais de développement engagés par le groupe au cours des exercices antérieurs en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux différents ont été immobilisés.

Les frais de développement engagés pour la réalisation des moules sont immobilisés, car ils font partie de projets individualisés et leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée.

Ils sont présentés au bilan avec les moules auxquels ils se rattachent et amortis sur les mêmes durées que ces derniers, en linéaire sur 3 ans.

3.7 Actifs corporels immobilisés

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

Lors de la conversion, le groupe a choisi d'adopter la valeur historique pour la valorisation de ses biens corporels les plus anciens.

3.8 Amortissement et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'amortissements retenues sont les suivantes :

- aménagements sur terrains	10 à 20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau & informatique	2 à 10 ans

3.9 Location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.10 Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, celui-ci est évalué à sa juste valeur, majoré le cas échéant des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

Les actifs financiers classés dans les catégories "détenues à des fins de transaction" ou "disponibles à la vente" sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat. Les variations de juste valeur sur

investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Les autres actifs financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.11 Stocks et encours

Les stocks de matières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur dernier coût connu, équivalent, pour l'essentiel de ces stocks, au coût d'acquisition (méthode "premier entré, premier sorti"), conformément aux principes utilisés au cours des exercices précédents.

Le coût de production des produits finis et travaux en cours comprend, outre le coût direct, les charges indirectes strictement imputables à la production, excluant les coûts de recherche et de service après vente.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

3.12 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

3.13 Capital et réserves

Lorsque le groupe rachète ou vend ses propres actions, le montant payé ou encaissé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des Capitaux Propres et classées sous la rubrique "Actions Propres".

3.14 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite

Le groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 5%.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 19, le groupe Bénéteau comptabilise les écarts actuariels en capitaux propres. L'incidence du passage d'un taux d'actualisation de 4% à un taux d'actualisation de 5% figure dans le tableau des profits et pertes directement comptabilisés en capitaux propres.

Médailles du travail

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence dans le groupe des salariés à la date du versement.

3.15 Paiements en actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire.

3.16 Provisions

Les provisions sont comptabilisées si les conditions suivantes sont remplies : lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ; s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Lorsque le groupe attend un remboursement, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

3.17 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés sont valorisés au coût amorti.

3.18 Gestion des risques financiers

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe utilise des instruments financiers dérivés, contrats de change à terme, termes accumulatifs.

Les instruments financiers sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

3.19 Impôts

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable dans sa conception étendue pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

3.20 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

Les montants collectés pour le compte de tiers qui ne sont pas des avantages économiques allant à la société, ainsi que certains coûts liés aux prestations commerciales et les escomptes de règlement sont exclus des produits des activités ordinaires.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

3.21 Résultat par action

Résultat de base par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

Résultat dilué par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions après effet dilutif des options de souscriptions et d'achats.

3.22 Information sectorielle

Le premier niveau et le deuxième niveau de l'information sectorielle du groupe sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique. Les activités opérationnelles du groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Au sein du groupe Bénéteau, le secteur bateaux regroupe les domaines d'activité stratégique fabricant et commercialisant des produits similaires sur des marchés proches.

Comme indiqué dans la note 2 "Faits marquants de l'exercice" depuis le 1^{er} janvier 2007, Bénéteau distingue le secteur résidences mobiles de loisirs. Ce secteur intègre les activités de production et de commercialisation de résidences mobiles de loisirs exploitées par les sociétés IRM et O'Hara. Les autres activités sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles de ce secteur. Les actifs et passifs qui n'ont pas pu être alloués sont présentés en élément de réconciliation.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le groupe possède des actifs notamment en France, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, en Espagne et en Angleterre.

Note 4 - Participations et périmètre de consolidation

Les filiales consolidées au 31 août 2007 sont les suivantes :

					Intégration Fiscale
BENETEAU SA		Société mère			X
	siège	N° siren	% d'intérêts	Méthode	
Chantiers Bénéteau	St Hilaire-de-Riez - France	432 632 578	100,00	IG	X
Bénéteau Inc. Holding	Charleston - USA		100,00	IG	
Bénéteau USA Inc	Marion - USA		100,00	IG	
Bénéteau U.K	Southampton – Royaume-Uni		100,00	IG	
Bénéteau Espana	Barcelone - Espagne		99,97	IG	
Bénéteau Italia	Parme - Italie		95,00	IG	
Chantiers Jeanneau	Les Herbiers - France	423 894 310	100,00	IG	X
BJ Technologie	Dompierre s/yon – France	491 372 702	100,00	IG	X
Ostroda Yacht	Ostroda - Pologne		100,00	IG	
Jeanneau America Inc	Annapolis - USA		100,00	IG	
Jeanneau Espana Newco	Madrid - Espagne		99,00	IG	
Construction Navale Bordeaux	Bordeaux - France	342 012 390	100,00	IG	X
Wauquiez International	Neuville en Ferrain - France	414 556 423	99,88	IG	X
Microcar	Boufféré - France	423 869 098	100,00	IG	X
Microcar GMBH	Willstatt Sand - Allemagne		100,00	IG	
Microcar Italia	Turin – Italie		99,97	IG	
Microcar Autriche GMBH	St Polten – Autriche		100,00	IG	
O'Hara	Givrand - France	423 869 429	100,00	IG	X
O'Hara Vacances	Givrand - France	449 625 920	100,00	IG	X
Financière Mercure	Luçon - France	444 592 240	100,00	IG	
IRM	Luçon - France	388 483 133	100,00	IG	
JJ Trans	Luçon - France	353 337 090	100,00	IG	
Bordeaux Loisirs	Luçon - France	419 354 600	100,00	IG	
European Yacht Brokerage	Nantes - France	422 067 223	100,00	IG	X
SGB Finance	Marcq en Baroeul - France	422 518 746	49,00	ME	
SCI Nautilus	Neuville en Ferrain - France	348 740 309	100,00	IG	
IG : Intégration globale	ME : Mise en équivalence				

Note 5 - Actif immobilisé

• Variation de l'actif immobilisé en valeur brute

en milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/2006	Acquisitions	Cession, Mise hors service	Var. de change	Var. périmètre	Var. par transfert de poste à poste	Fin d'exercice au 31/08/2007
Ecart d'acquisition (note 25)					63 335		63 335
Frais établissements	3	0	0	0	0	0	3
Frais de recherche	574	0	0	0	0	0	574
Concessions, brevets, licences	1 228	103	0	0	323	135	1 789
Fonds commercial	1 168	0	0	0	0	0	1 168
Logiciels	4 123	599	(45)	5	0	26	4 709
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Total immobilisations incorporelles	7 097	702	(45)	5	323	161	8 243
Terrains (1)	25 409	3 491	(5)	0	2 861	62	31 818
Constructions et aménagements (2)	143 296	6 950	(300)	(380)	4 410	677	154 653
Matériel et installations techniques (3)	162 937	25 831	(4 602)	(143)	2 564	4 325	190 913
Autres immobilisations corporelles	19 607	3 510	(1 344)	(84)	4 327	34	26 050
Immobilisations corporelles en cours	5 536	10 405	(44)	10	9	(5 258)	10 658
Avances et acomptes sur immobilisations	298	957	(385)	2	72	0	945
Total immobilisations corporelles	357 083	51 145	(6 680)	(595)	14 244	(161)	415 036
Sociétés mises en équivalence	7 901	1 570					9 471
Participations	477	10	(219)	0	(250)	0	18
Autres titres immobilisés	28	0	(7)	0	1	0	23
Prêts	322	6	(93)	0	0	0	235
Autres immobilisations financières	30	23	(2)	0	39	0	90
Total actifs financiers non courants	857	39	(321)	0	(210)	0	365
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	372 938	53 456	(7 046)	(590)	77 692	0	496 450
(1) Dont terrain en crédit bail	137				36		173
(2) Dont construction en crédit bail	5 488				974		6 462
(3) Dont Installations techniques en crédit bail					219		219

• Variation des amortissements et provisions

en milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/2006	Dotations de l'exercice	Diminution par cession ou reprise	Var. de change	Var. périmètre	Var. par transfert de poste à poste	Fin d'exercice au 31/08/2007
Ecart d'acquisition (note 25)	0						0
Frais d'établissement	2	1	0	0	0	0	3
Frais de recherche	383	191	0	0	0	0	574
Concess.Brevets, Licences	127	147	0	0	225	0	499
Fonds commercial	888	20	0	0	0	0	908
Logiciels	3 395	743	(45)	5	0	0	4 097
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles	4 795	1 102	(45)	5	225	0	6 082
Terrains (1)	3 490	1 145	(2)	0	386	(0)	5 019
Constructions et aménagements (2)	44 274	7 876	(287)	(219)	1 117	(0)	52 762
Matériel et installations techniques (3)	107 130	26 130	(4 483)	(90)	1 643	(0)	130 330
Autres immobilisations corporelles	11 767	2 862	(1 260)	(47)	2 355	0	15 677
Total Immobilisations corporelles	166 662	38 013	(6 032)	(356)	5 501	(0)	203 788
Sociétés mise en équivalence	0						0
Autres titres immobilisés	7	0	(7)	0	0	0	0
Total actifs financiers non courants	7	0	(7)	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	171 464	39 114	(6 084)	(351)	5 727	0	209 870
(1) Dont Terrain en crédit bail	0						0
(2) Dont Construction en crédit bail	2 217	307	0	0	319	0	2 843
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	0	15	0	0	147	0	162

5.1 - Fonds commercial

Ce poste correspond aux fonds acquis par Bénéteau S.A., Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau, Microcar, Microcar Italia, Microcar Autriche et Wauquiez.

Ces fonds de commerce sont totalement amortis à l'exception de celui de Microcar Autriche, dont la juste valeur s'élève à 260 milliers d'euros au 31 août 2007.

5.2 - Participation

Ce poste concerne des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation :

en milliers d'euros	Date de clôture	Juste valeur des titres	Chiffre d'affaires	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	Résultat de l'exercice
Microauto VSP	31/12/2006	6	16 152	660	173
SCI du Bignon	31/08/2007	2	55	84	13
Jeanneau Italia (*)	31/08/2007	10		11	0
Total participations		18			

(*) Société créée en juin 2007, sans activité au 31 août 2007.

Note 6 - Stocks et encours

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation. La provision pour dépréciation des stocks de pièces de production et de rechange a été déterminée selon une méthode statistique, essentiellement fondée sur le risque de non utilisation de ces pièces.

A la clôture de l'exercice, les stocks et encours se présentent ainsi :

en milliers d'euros	Brut 31/08/2007	Amort. &Prov.	Net 31/08/2007	Net 31/08/2006
Matières premières et autres approvisionnements	47 487	(2 433)	45 054	32 418
En-cours de production	40 810	0	40 810	34 219
Produits intermédiaires et finis	56 483	(677)	55 806	44 606
Marchandises	1 370	0	1 370	1 255
STOCKS ET ENCOURS	146 150	(3 110)	143 040	112 498

Note 7 - Clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable brute. La valeur d'inventaire est généralement déterminée en fonction d'un classement des créances en 3 catégories selon le niveau de risque estimé.

en milliers d'euros	Brut 31/08/2007	Provisions	Net 31/08/2007	Net 31/08/2006
Clients et comptes rattachés	89 439	(2 224)	87 215	66 944

Note 8 - Autres créances

en milliers d'euros		31/08/2007	31/08/2006
Avances et acomptes sur commandes		1 910	1 245
Créance sur instruments financiers	<i>Note 15</i>	504	255
Créances fiscales et sociales diverses		19 896	14 992
Charges constatées d'avance		3 814	3 268
AUTRES CREANCES		26 124	19 760

Les autres créances sont principalement constituées de créances fiscales et sociales.

Note 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	203 595	177 751
Disponibilités à l'actif	62 945	18 262
TRESORERIE et EQUIVALENT TRESORERIE	266 540	196 013

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

La trésorerie nette se décompose comme suit :

en milliers d'euros		31/08/2007	31/08/2006
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus		203 595	177 751
Disponibilités à l'actif		62 945	18 262
Concours bancaires et intérêts courus	Note 13	(26 361)	(592)
Autres dettes financières	Note 13	(16 161)	(16 763)
TRESORERIE NETTE		224 019	178 659

Note 10 - Capitaux propres

10.1 - Capital social

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €, suite à la division par 5 du nominal réalisé le 2 juillet 2007.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2006 (*)	5 140 160	31 486
Acquisitions (*)	784 715	13 057
Cessions (*)	(2 455 725)	(16 468)
Actions au 31/08/2007	3 469 150	28 075

(*) considérant la division du titre par 5 au 1er septembre 2006

10.2 - Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Il a été levé 171 425 options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'options	Options d'achat
Options en début d'exercice	150 450
Options en début d'exercice après division de l'action par 5	752 250
Options émises durant l'exercice	0
Options exercées durant l'exercice	(171 425)
Options arrivées à l'échéance durant l'exercice	0
Options à la fin de l'exercice	580 825

Les options d'achats d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel (note 18) sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 août 2007 ont les caractéristiques suivantes :

	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
oct-01	5,96	171 325
févr-03	6,46	337 000
août-06	12,56	72 500
Total des options d'achat d'actions		580 825

10.3 - Plans d'attribution d'actions gratuites

Le Conseil de Surveillance du 29 août 2007 a autorisé l'attribution de 148 440 actions gratuites.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'actions	Actions gratuites
Actions en début d'exercice	20 000
Actions en début d'exercice – après division de l'action par 5	100 000
Actions émises durant l'exercice	148 440
Actions attribuées durant l'exercice	(42 500)
Actions à la fin de l'exercice	205 940

Note 11 - Provisions

	31/08/2006	Dot.	Reprise prov. utilisées	Reprise prov. non utilisées	Var. de périmètre	Autre (*)	31/08/2007
en milliers d'euros							
Provisions non courantes	4 263	1 676	(420)	(624)	10	0	4 905
Prov. Médaille du Travail	943	62					1 005
Prov. Indemnités Départ en Retraite	6 245	495	(50)		570	(1 445)	5 815
Engagements envers le personnel (note 12)	7 188	557	(50)	0	570	(1 445)	6 820
Passif d'impôts différés (note 22)	417	4	(909)	0	909	0	421
Provisions pour garanties	13 131	12 922	(9 808)		859	(40)	17 064
Provisions pour risque de change	56	57	(46)				67
Total autres provisions	13 187	12 979	(9 854)	0	859	(40)	17 131
Total provisions	25 055	15 216	(11 233)	(624)	2 348	(1 485)	29 277

(*) dont variation de change pour (-)40 milliers d'euros et changement de taux d'actualisation sur la provision Indemnité Départ en Retraite pour (-)1 445 milliers d'euros (cf note 12).

Les provisions pour garanties sont calculées tenant compte des parcs concernés, des coûts de service après vente et des taux de retour estimés.

Les provisions non courantes sont essentiellement constituées des provisions pour litiges et procès en cours.

Note 12 - Avantages au personnel

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Indemnités de départ à la retraite	5 815	6 245
Médailles du travail	1 005	943
Total	6 820	7 188

Indemnités de départ à la retraite

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Actifs financiers de couverture		
Valeur en début d'exercice	0	0
Rendement		
Versements complémentaires		
Prestations payées		
Valeur fin d'exercice	0	0
Provisions renseignées au bilan		
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par des actifs financiers (dette actuarielle)	5 815	6 245
Valeur des actifs financiers		
Valeur actuarielle des engagements non couverts		
Gains et pertes actuariels non reconnus		
Provisions au bilan	5 815	6 245
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services rendus	312	381
Charges d'intérêts sur la dette actuarielle	183	238
Rendement attendu des actifs		
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat		
Charge de l'exercice	495	619
Variation des provisions au bilan		
Début d'exercice	6 245	5 682
Variation de périmètre	570	0
Décaissements	(50)	(56)
Charge de l'exercice	495	619
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves*	(1 445)	0
Provision à la clôture	5 815	6 245
Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	5%	4%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2%	2%
Age départ en retraite		
	Cadre né avant 1952	60 ans
	Cadre né après 1952	62 ans
	Non cadre né avant 1952	60 ans
	Non cadre né après 1952	62 ans

(*) il s'agit du montant brut ; net d'impôt différé il s'élève à 948 K€ (cf tableau de variation des capitaux propres)

Médailles du travail

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Début d'exercice	943	863
Variation de périmètre	0	0
Charge de l'exercice	62	80
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	0	0
Provision à la clôture	1 005	943

Le calcul de la provision pour médailles du travail est effectué par un actuairé selon les mêmes critères que la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le taux actuariel retenu s'élève à 5%.

Note 13 - Dettes financières

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Emprunts auprès des établissements de crédit	26 361	592
Emprunt en crédit-bail	454	508
Emprunts et dettes financières diverses	14 108	14 695
A court terme	40 923	15 795
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunt en crédit-bail	1 207	1 154
Emprunts et dettes financières diverses	392	406
A long terme	1 599	1 560
Dettes Financières	42 522	17 355

Note 14 - Autres dettes et créditeurs

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Dettes fournisseurs d'exploitation	116 021	82 238
Avances et acomptes reçus sur commandes	34 621	24 969
Dettes fiscales et sociales	85 787	61 802
Autres dettes d'exploitation	35 332	24 735
Dettes sur immobilisations	5 304	2 839
Produits constatés d'avance	2 353	2 100
Autres dettes	163 397	116 445
Dette d'impôt exigible	23 127	9 765

Note 15 - Instruments financiers

Aucun instrument de gestion de taux d'intérêt n'est utilisé.

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe utilise des instruments financiers dérivés simples, contrats de change à terme secs ou associés à des options de change (termes accumulateurs).

Pour cela, il ne s'engage qu'avec des partenaires bancaires de premier rang, limitant le risque de contrepartie.

Le groupe Bénéteau applique la comptabilité de couverture pour les instruments respectant les critères définis par la norme IAS 39. La variation qui porte sur la partie efficace de ces instruments est classée en capitaux propres.

Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture sont les suivants :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier
- efficacité attendue de la couverture, pouvant être mesurée de façon fiable et démontrée tout au long de la relation de couverture déterminée initialement.

Pour les autres instruments dérivés, les pertes et gains représentatifs de la variation de valeur de marché à la date de clôture sont enregistrés en résultat, dans la ligne "autres charges financières".

Au 31 août 2007, le portefeuille d'instruments financiers est le suivant :

Nature	Volume	Date d'échéance	Juste Valeur (en k€)	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur le résultat (en k€)	Impact brut sur les réserves (en k€)
VAT\$	42 240 k\$	entre sept 2007 et avril 2008	304	Oui	(21)	325
AAT PLN	73 486 kpln	entre sept 2007 et août 2008	160	Oui	29	131
Vente terme accumulateur \$	5 001 k\$ minimum	oct 2007	42	Non	42	0
Vente terme accumulateur £	9 000 k£ minimum	août 2008	(3)	Non	(3)	0

Note 16 - Engagements

en milliers d'euros	31/08/2007		
	réciroques	donnés	reçus
Cautions		377	2 190 (3)
Garanties	31 801 (1)	19 613 (2)	24
Garanties entreprises liées	10 099 (1)		
Total Groupe	41 900	19 990	2 214

(1) Engagements liés aux contrats de financement des produits

(2) Pour 10 358 K€ : engagements de restitution d'acomptes aux clients

Pour 6 888 K€ : engagement de réservation de locations de modules auprès des campings par O'Hara Vacances

Pour 2 358 K€ : garanties bancaires

Pour 9 K€ : autres engagements

(3) Cautions reçus de client

Note 17 - Information sectorielle

17.1 - Secteurs d'activité

Exercice 2006/2007	Bateaux	Résidences mobiles de loisirs	dont incidence 1 ^{ère} consolidation IRM	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	798 739	153 801	93 871	61 171	1 013 711
Amortissements des actifs sectoriels	35 394	1 801	689	1 978	39 173
Résultat opérationnel	117 920	14 755	10 138	2 579	135 254
Actifs sectoriels	625 267	147 527	106 457	38 885	811 679
Passifs sectoriels	315 746	40 043	22 710	18 555	374 344
Investissements corporels et incorporels	47 735	3 003	1 329	2 718	53 456

Exercice 2005/2006	Bateaux	Résidences mobiles de loisirs	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	728 418	45 041	52 747	826 206
Amortissements des actifs sectoriels	34 462	943	2 112	37 517
Résultat opérationnel	99 635	2 930	1 456	104 021
Actifs sectoriels	528 614	30 718	38 540	597 872
Passifs sectoriels	224 637	10 067	16 154	250 858
Investissements corporels et incorporels	45 650	984	1 428	48 062

17.2 - Secteurs géographiques

Exercice 2006/2007				
Activité	Secteur géographique	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	195 777	567 514	44 950
	Europe	426 901	22 044	1 445
	Amérique du Nord	97 063	35 709	1 340
	Reste du Monde	78 998	0	0
	Bateaux	798 739	625 267	47 735
Résidences Mobiles de Loisirs	France	145 227	147 527	3 003
	Europe	7 647	0	0
	Reste du monde	927	0	0
	Résidences Mobiles de Loisirs	153 801	147 527	3 003
Autres éléments de réconciliation		61 171	38 885	2 718
TOTAL		1 013 711	811 679	53 456

Exercice 2005/2006

Activité	Secteur géographique	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements corporels et incorporels
Bateaux	France	178 053	482 164	42 935
	Europe	395 326	16 779	1 736
	Amérique du Nord	90 620	29 671	979
	Reste du Monde	64 419	0	0
	Bateaux	728 418	528 614	45 650
Résidences	France	44 216	30 718	984
Mobiles de Loisirs	Europe	835	0	0
	Résidences Mobiles de Loisirs	45 041	30 718	984
Autres éléments de réconciliation		52 747	38 540	1 428
TOTAL		826 206	597 872	48 062

Note 18 - Personnel

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Salaires et traitements	129 772	122 161	114 510
Charges sociales	49 279	46 087	40 806
Personnel extérieur	31 407	28 192	23 981
Avantages au personnel donnant lieu à provision	507	414	643
Rémunérations en actions (IFRS 2)	723	723	468
Participation et intéressement	22 940	21 318	16 883
Frais de personnel	234 628	218 895	197 291

Ventilation de l'effectif moyen par catégorie	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Cadres	365	327	372
Agents de maîtrise	291	266	217
Employés	727	674	662
Ouvriers	5 804	5 301	5 097
Effectif total	7 187	6 568	6 350

Note 19 - Charges externes

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Consommables, sous-traitance, maintenance	31 911	29 390	29 857
Marketing, publicité	14 083	13 515	13 768
Honoraires, commissions, études et recherches, assurance	16 127	15 506	13 989
Location	4 540	3 496	4 103
Autres	18 288	17 247	14 441
Charges externes	84 949	79 154	76 158

Note 20 - Autres produits et charges

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Provisions s/actif circulant devenues sans objet	624	624	65
Charge nette sur créances irrécouvrables	(455)	(344)	(741)
Autres provisions devenues sans objet	0	0	65
Plus / Moins values sur cession actifs	(135)	(87)	(817)
Jetons de présences, redevances de brevet, droits d'auteur	(469)	(469)	(514)
Indemnités commerciales	(698)	(698)	(1 799)
Divers	(498)	(548)	(970)
Autres produits et charges	(1 631)	(1 522)	(4 711)

Note 21 - Résultat financier

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Intérêts et charges assimilées	(2 271)	(1 515)	(1 022)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	4 642	5 696	1 974
Variation de juste valeur sur investissements détenus à des fins de transaction	(1 070)	(1 070)	(300)
Coût de l'endettement net	1 301	3 111	652
Différence positive de change (nette)	771	771	2 211
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39)	8	8	(257)
Autres intérêts et produits assimilés	678	627	349
Autres produits et charges financières	1 457	1 406	2 303
Résultat financier	2 758	4 517	2 955

Note 22 - Impôt sur les résultats et impôts différés

22.1 - Charge d'impôt

La ventilation de la charge d'impôt est la suivante :

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Impôts exigibles	48 541	44 490	36 134
Impôts différés	(2 610)	(1 354)	106
Charge d'impôt avant retenue à la source	45 931	43 136	36 240
Retenue à la source	40	40	335
Charge d'impôt sur les résultats	45 971	43 176	36 575

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2006/2007	2006/2007 à périmètre constant	2005/2006
Impôt théorique sur le résultat consolidé calculé au taux de 34,43% (hors société mise en équivalence)	47 518	44 633	36 832
Incidence des crédits d'impôts	(1 495)	(1 493)	(1 236)
Incidence des pertes fiscales	77	124	123
Impact des autres différences permanentes	404	385	1 101
Incidence des variations de taux d'imposition	(573)	(513)	(580)
Impôt au compte de résultat (hors retenue à la source)	45 931	43 136	36 240

22.2 - Impôts différés

Le détail des actifs et passifs d'impôts différés à la fin de l'exercice est le suivant :

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Immobilisations incorporelles	176	212
Stocks	394	646
Avantages du personnel	1 990	2 141
Instruments financiers	0	117
Différences temporelles	6 377	4 306
Compensation	(6 757)	(6 239)
Total des impôts différés actif	2 180	1 183

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Immobilisations corporelles	421	417
Amortissements dérogatoires	3 561	3 655
Activation du crédit bail	570	435
Instruments financiers	43	0
Activation des frais de développement des moules	1 962	1 826
Autres	621	323
Compensation	(6 757)	(6 239)
Total des impôts différés passif	421	417
Actif net d'impôts différés	1 759	766

La variation des actifs net d'impôts différés se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Au 1^{er} septembre	766	1 089
Variation de périmètre	(909)	0
Normes IAS 32&39	(97)	(43)
Ecart de conversion	(34)	(39)
Produit (charge) d'impôts différés	2 610	(106)
Impôts enregistrés en capitaux propres	(577)	(135)
Au 31 août	1 759	766

Note 23 - Résultat par action

Le nominal du titre Bénéteau a été divisé par 5 le 2 juillet 2007. Le nombre d'actions et le résultat par action présentés ci-dessous sont ajustés en conséquence.

	2006/2007	2005/2006
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	93 587	71 574
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	82 801 565	81 944 175
Résultat net par action (en euros)	1,13	0,87
Nombre moyen pondéré d'actions après effet dilutif	83 560 488	82 841 550
Résultat net par action (en euros)	1,12	0,86

Note 24 - Informations concernant les entreprises liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les opérations avec les sociétés dans lesquelles le groupe Bénéteau exerce un contrôle conjoint,
- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe.

24.1 - Transactions avec les entreprises liées

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Ventes de biens et services	11	19
Achats de biens et services	1 028	1 056
Créances	2	9
Dettes	273	220

24.2 - Avantages octroyés aux dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe comptabilisés en charge s'établissent comme suit :

en milliers d'euros	2006/2007	2005/2006
Avantages à court terme	1 703	1 349
Autres avantages à long terme	22	36
Jetons de présence	167	139
Paiement en actions (1)	100	120
Total	1 992	1 644

(1) montant déterminé conformément à la norme IFRS2 "paiement en actions" et selon les modalités décrites en note 3.15 et 18

Note 25 - Incidence de l'intégration de IRM dans les comptes consolidés au 1^{er} janvier 2007

ACTIF

en milliers d'euros

01/01/2007

Autres immobilisations incorporelles	99
Immobilisations corporelles	8 856
Actifs financiers non courants	40
Actifs d'impôts différés	0
Actifs non courants	8 995

Stocks et en-cours	31 704
Clients et comptes rattachés	22 723
Autres créances	2 556
Trésorerie et équivalents de trésorerie	455
Actifs courants	57 438

Total Actif	66 433
--------------------	---------------

PASSIF

en milliers d'euros

01/01/2007

Total Capitaux propres	(18 462)
Engagements envers le personnel	570
Passifs d'impôts différés	909
Passifs non courants	1 479

Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	49 305
Fournisseurs et autres créditeurs	28 106
Autres dettes	5 136
Autres provisions	869
Passifs courants	83 416

Total des capitaux propres et passif	66 433
---	---------------

Dans les comptes consolidés du groupe Bénéteau, l'écart d'acquisition généré par la première intégration de IRM s'élève à 63 335 milliers d'euros. Cette survalueur est justifiée par le savoir-faire d'IRM sur son marché (IRM est le leader français des résidences mobiles de loisirs) et par son niveau de rentabilité.

Pour la première fois, un test de dépréciation de valeur a été effectué au 31 août 2007 en utilisant la méthode des cash-flows futurs actualisés. Ce test sera reproduit à chaque clôture annuelle.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés - Exercice clos le 31 août 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Bénéteau S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 3.3 explique les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.
- La nature des provisions inscrites au bilan est détaillée dans la note 11 et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont expliqués en note 3.16.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et modalités retenues pour la détermination des provisions et des tests de dépréciation des écarts d'acquisition ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nantes et La Roche sur Yon, le 7 janvier 2008
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Franck NOEL
Associé

Sébastien CAILLAUD
Associé

Eléments financiers

Bénéteau S.A.

Résultats financiers Bénéteau S.A.

Bilan au 31 Août 2007

ACTIF en K€	Notes	Montants bruts 31/08/07	Amortis- sements et provisions	Montants nets 31/08/07	Montants nets 31/08/06
Immobilisations incorporelles	1.2				
Frais de recherche et développement	1.3	574	574	-	191
Concessions, brevets, licences, marques	1.4	753	-	753	753
Fonds commercial (1)		23	23	-	-
Autres immobilisations incorporelles		916	810	106	202
Immobilisations incorporelles en cours		-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1.5				
Terrains		437	31	406	415
Constructions		6 668	1 542	5 126	5 480
Installations techniques, matériel et outils industriels		351	133	218	56
Autres immobilisations corporelles		1 503	876	627	769
Immobilisations en cours		9	-	9	5
Avances et acomptes		-	-	-	-
Immobilisations financières (2)	1.6				
Participations		98 538	761	97 777	58 735
Créances rattachées à des participations		-	-	-	-
Autres titres immobilisés		23 557	-	23 557	26 924
Prêts		-	-	-	-
Autres immobilisations financières		7	-	7	4
Actif immobilisé	1.1	133 336	4 751	128 585	93 535
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvisionnements		-	-	-	-
En-cours de production		-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis		-	-	-	-
Avances et acomptes sur commandes		10	-	10	1
Créances	1.7				
Créances clients et comptes rattachés		3 301	-	3 301	2 108
Autres créances d'exploitation		75 113	-	75 113	32 274
Valeurs mobilières de placement	1.8	132 365	1 107	131 259	102 575
Disponibilités		30 441	-	30 441	1 024
Charges constatées d'avance	1.9	200	-	200	145
Actif circulant		241 430	1 107	240 324	138 127
Ecart de conversion actif		10	-	10	9
TOTAL ACTIF		374 777	5 858	368 919	231 671
(1) Dont droit au bail				-	-
(2) Dont à moins d'un an				-	-

PASSIF		Montants	Montants
en K€	Notes	31/08/07	31/08/06
Capital social dont capital versé	2.1	8 715	8 715
Primes d'émission, fusion, apports		27 850	27 850
Réserves			
Réserve légale		871	871
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		71 404	52 452
Report à nouveau		1 508	1 364
Résultat de l'exercice		37 219	43 384
Subventions d'investissement		-	-
Provisions réglementées		45	21
Capitaux propres	2.11	147 613	134 657
Provisions			
Provisions pour risques		10	9
Provisions pour charges		396	1 851
Provisions pour risques et charges	2.2	406	1 860
Dettes financières (1)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		18 116	13
Emprunts et dettes financières divers		170 117	83 013
Avances et acomptes reçus sur commandes		-	-
Dettes d'exploitation (1)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 599	986
Dettes fiscales et sociales		22 766	10 984
Autres		8 292	71
Dettes diverses (1)			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		10	87
Produits constatés d'avance (1)		-	-
Passif circulant	2.3	220 900	95 154
Ecarts de conversion passif		-	-
TOTAL PASSIF		368 919	231 671
(1) Dont à moins d'un an		220 900	95 154
(2) Dont concours bancaires courants		18 116	13

Compte de résultat au 31 Août 2007

en K€	Notes	2006/2007	2005/2006
Produits d'exploitation		-	-
Production vendue : biens et services		9 165	8 161
Chiffre d'affaires net	3.1	9 165	8 161
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		-	-
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	3.2	1 375	1 159
Autres produits		1	10
Produits d'exploitation		10 541	9 330
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises		102	(2)
Autres achats externes		6 363	5 267
Impôts, taxes et assimilés		266	230
Charges de personnel	3.3		
Salaires et traitements		2 055	2 377
Charges sociales		879	872
Dotations aux amortissements et provisions			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		975	1 057
Sur immobilisations : dotations aux provisions		-	-
Sur actif circulant : dotations aux provisions		-	-
Pour risques et charges : dotations aux provisions		-	-
Autres charges		327	411
Charges d'exploitation		10 966	10 213
Résultat d'exploitation		(425)	(883)
Produits financiers			
De participation		27 357	44 386
Autres intérêts et produits assimilés		24 737	2 997
Reprises sur provisions et transferts de charges		3 922	-
Gains de change nets		-	21
Produits financiers		56 016	47 403
Charges financières			
Dotations aux amortissements et provisions		1 108	710
Intérêts et charges assimilées		14 220	2 132
Pertes de change nettes		46	16
Charges financières		15 374	2 858
Résultat financier	3.4	40 642	44 545
Résultat courant avant impôt		40 217	43 662

Compte de résultat au 31 Août 2007(suite)

en K€	Notes	2006/2007	2005/2006
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		215	-
Sur opérations en capital		33	39
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 461	12
Produits exceptionnels		1 709	51
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		99	14
Sur opérations en capital		40	41
Dotations aux amortissements et provisions		31	3
Charges exceptionnelles		170	58
Résultat exceptionnel	3.5	1 539	(7)
Participation et Intéressement des salariés		155	217
Impôts sur les bénéfices	3.6	4 382	54
Résultat net		37 219	43 384

Annexe aux comptes de Bénéteau S.A.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouvert le 1er septembre 2006 et clos le 31 août 2007.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

● Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, Bénéteau SA a procédé à l'acquisition de 100% des titres de la société Financière Mercure, holding détenant en totalité les sociétés IRM, JJ Trans et Bordeaux Loisirs. IRM est leader sur le marché des résidences mobiles de loisirs.

Dans les comptes consolidés ces sociétés sont intégrées au 1er janvier 2007.

● Principes, règles, méthodes comptables et présentation des états

Les chiffres fournis dans la présente annexe sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenus par le Code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983, ainsi que par le Plan Comptable Général (règlement CRC 99.03).

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

● 1. Notes sur le bilan actif

1.1 Mouvements des immobilisations, amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé

● Valeurs brutes

en K€	Valeur brute des immobil. en début d'ex. au 01/09/06	Acquisitions Créations Augment. des actifs	Variations par transfert de poste à poste	Cessions Mises hors service Dimin. actifs	Valeur brute des immobil. en fin d'ex. au 31/08/07
Frais de recherche et développement	574	-	-	-	574
Concessions, brevets, licences et marques	753	-	-	-	753
Fonds commercial	23	-	-	-	23
Logiciels	830	86	-	-	916
Immobilisations incorporelles en cours	0	-	-	-	0
Total immobilisations incorporelles	2 180	86	-	-	2 266
Terrains et aménagements	437	-	-	-	437
Constructions et aménagements	6 661	7	-	-	6 668
Matériels, installations techniques	148	201	2	-	351
Autres immobilisations corporelles	1 512	78	3	(90)	1 503
Immobilisations en cours	5	9	(5)	-	9
Avances et acomptes sur immobilisations	0	-	-	-	0
Total immobilisations corporelles	8 763	295	-	(90)	8 968
Participations	60 140	39 075	-	(677)	98 538
Créances rattachées à des participations	0	-	-	-	0
Autres titres immobilisés	26 931	13 057	(895)	(15 536)	23 557
Prêts	0	-	-	-	0
Autres immobilisations financières	4	3	-	-	7
Total immobilisations financières	87 075	52 135	(895)	(16 213)	122 102
TOTAL GÉNÉRAL	98 018	52 516	(895)	(16 303)	133 336

● Amortissements et provisions

en K€	Amortissem. en début d'exercice au 01/09/06	Augment. dotations de l'exercice	Diminutions afférentes aux éléments sortis et reprises	Amortissem. en fin d'exercice au 31/08/07
Total immobilisations incorporelles	1 034	373	-	1 407
Terrains et aménagements	22	9	-	31
Constructions	1 181	361	-	1 542
Matériels, installations techniques	92	41	-	133
Autres immobilisations corporelles	743	190	(57)	876
Total immobilisations corporelles	2 038	601	(57)	2 582
TOTAL AMORTISSEMENTS	3 072	974	(57)	3 989
Provision pour dépréciation actif	0	-	-	0
Sur immobilisations financières	1 412	-	(651)	761
TOTAL PROVISIONS	1 412	-	(651)	761
TOTAL GÉNÉRAL	4 484	974	(708)	4 751

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles s'élèvent au 31 août 2007 à 2 266 K€ contre 2 180 K€ au 31 août 2006.

Les différents éléments composant ce poste sont les suivants :

- des frais de recherche et développement amortis sur 3 ans (cf. note 1.3)
- une marque non amortie (cf. note 1.4)
- un fonds commercial totalement amorti
- des logiciels amortis sur 1 an et 3 ans

1.3 Frais de recherche et développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1^{er} septembre 2004.

1.4 Concessions, brevets, licences et marques

La durée de consommation des avantages économiques attendus de la marque n'est pas déterminable. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un amortissement.

Elle fera éventuellement l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour la partie produite par l'entreprise. Elles n'ont jamais fait l'objet de réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés de façon linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- aménagements sur terrains	20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans

La société pratique, dans la mesure du possible, des amortissements dégressifs considérés comme dérogatoires pour la fraction excédant l'amortissement économique. La provision ainsi constituée s'élève à 45 K€.

1.6 Immobilisations financières

Elles s'élèvent au 31 août 2007 à 122 102 K€ contre 87 075 K€ au 31 août 2006.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence lorsque la valeur d'utilité de la société filiale est inférieure à la valeur historique :

- pour les filiales industrielles, la valeur d'utilité est définie comme étant l'actualisation des perspectives de résultats futurs de la société filiale.
- pour les filiales purement commerciales, la valeur d'utilité est appréciée au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres, après application pour les filiales étrangères du taux de la devise au 31 août.

Au cours de l'exercice la société Mariteam a fait l'objet d'un transfert universel de patrimoine dans Bénéteau SA qui a conduit à une reprise de provision de 644 K€ antérieurement comptabilisée sur ses titres.

Le tableau des filiales et participations figure à la rubrique 4.3 de la présente annexe.

Le poste "Autres titres immobilisés" est composé essentiellement d'actions propres (mouvements détaillés sur note 4.6). Leur valeur au 31 août 2007, déterminée sur la base de la moyenne des cours de Bourse du mois d'août 2007, s'élève à 48 149 K€ pour une valeur au bilan de 23 537 K€.

1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours de clôture.

La perte de change latente donne lieu à la constitution d'une provision pour charges à due concurrence.

Aucune créance douteuse n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

A la clôture, le poste clients ne comprend aucune créance à plus d'un an et se décompose ainsi :

en K€	31/08/07	31/08/06
Comptes clients ordinaires	47	108
Comptes clients entreprises liées	3 254	2 000
Effets à recevoir	-	-
Clients douteux	-	-
Provisions pour dépréciation des comptes clients	-	-
TOTAL	3 301	2 108

Les autres créances d'exploitation ne comportent pas de créances à plus d'un an et se décomposent comme suit :

en K€	31/08/07	31/08/06
Impôts et taxes	163	86
Autres créances	42	45
Autres créances entreprises liées *	74 908	36 059
Provision pour dépréciation des créances entreprises liées	-	(3 916)
TOTAL	75 113	32 274

* dont compte courant d'intégration fiscale	16 728	8 179
---	--------	-------

1.8 Valeurs Mobilières de Placement

Il s'agit d'actions propres réservées (cf. notes 4.4 et 4.5) pour un montant de 4 538 K€. Aucune provision pour dépréciation n'a dû être constituée, leur valeur d'inventaire étant égale à 14 358 K€.

Les autres titres se composent de SICAV pour 42 773 K€, dont la valeur d'inventaire s'élève à 41 665 K€ et a entraîné la constatation d'une provision pour perte latente de 1 107 K€, et de certificats de dépôts à moins de 3 mois pour 85 055 K€.

1.9 Comptes de régularisation et assimilés - Actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 200 K€ et sont composées de charges d'exploitation pour 185 K€ et de charges financières pour 15 K€.

Au 31 août 2006, leur montant était de 145 K€.

Les produits à recevoir s'élèvent à 206 K€ et se décomposent en :

en K€	31/08/07	31/08/06
Produits d'exploitation	15	155
Produits d'exploitation entreprises liées	191	48
Produits financiers	-	-
TOTAL	206	203

● 2. Notes sur le bilan passif

2.1 Capital social

Il se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €, entièrement libérées, suite à la division du nominal du titre par 5 réalisée le 2 juillet 2007.

Les informations relatives aux actions propres et aux programmes d'attribution d'actions sont détaillées aux points 4.4, 4.5 et 4.6.

2.11 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur l'exercice est la suivante :

en K€	
Capitaux propres au 01/09/2006	134 657
Amortissements dérogatoires (cf. note 1.5)	24
Distribution de dividendes	(24 287)
Résultat de l'exercice	37 219
Montant des capitaux propres au 31/08/2007	147 613

Le résultat net hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires s'élève à 37 235 K€ au 31 août 2007.

Les dispositions fiscales entraînent pour notre société une créance future d'impôt d'un montant net de 8 K€, calculée au taux de 34,43 %.

2.2 Provisions pour risques et charges

en K€	Montant en début d'exercice 01/09/06	Augmentat. dotations de l'exercice	Diminutions reprises de provisions utilisées	Diminutions reprises de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice 31/08/07
Provisions pour perte de change	9	1	-	-	10
Autres provisions pour risques et charges	1 851	-	1 455	-	396*
TOTAL	1 860	1	1 455	-	406

* Au 31 août 2007, Bénétteau SA a comptabilisé :

- une provision de 391 K€, correspondant aux économies d'impôt liées aux déficits à restituer aux filiales, dans le cadre de l'intégration fiscale. La provision antérieurement comptabilisée a été reprise en produit exceptionnel à hauteur de 1 455 K€ (cf. note 3.5).

- une provision pour médailles du travail de 5 K€, dont l'évaluation prend en compte les salariés présents dans l'entreprise à la date du calcul, leur ancienneté, le barème des gratifications en fonction de cette ancienneté, le taux de survie, la rotation et une actualisation financière.

2.3 Dettes

La répartition des dettes, selon leur échéance au 31 août 2007, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Montant total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine	18 116	18 116	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	13 993	13 993	-	-
Dettes financières entreprises liées	156 124	156 124	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 051	1 051	-	-
Fournisseurs entreprises liées	549	549	-	-
Personnel et comptes rattachés	858	858	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	464	464	-	-
Etats et autres collectivités publiques				
- impôts sur les bénéfices	20 908	20 908	-	-
- taxes sur la valeur ajoutée	390	390	-	-
- autres impôts, taxes et assimilés	147	147	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10	10	-	-
Dettes sur immobilisations entreprises liées	-	-	-	-
Autres dettes	8 290	8 290	-	-
Autres dettes entreprises liées	-	-	-	-
TOTAL	220 900	220 900	-	-

2.4 Charges à payer

Au 31 août 2007 les charges à payer s'élèvent à 2 322 K€ suivant détail ci-après :

en K€	31/08/07		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	547	-	-
Fournisseurs entreprises liées	26	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 064	-	-
Autres dettes	-	685	-
TOTAL	1 637	685	-

● 3. Notes sur le compte de résultat

3.1 Chiffre d'affaires

en K€	2006/2007	2005/2006
Ventes en France	8 627	7 620
Ventes à l'étranger	538	541
TOTAL	9 165	8 161

3.2 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

en K€	2006/2007	2005/2006
Reprise sur provisions pour risques et charges	-	-
Transferts de charges *	1 375	1 159
TOTAL	1 375	1 159

* Il s'agit essentiellement de refacturations de frais aux filiales

3.3 Charges de personnel

Les rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction s'élèvent à 588 K€ (dont jetons de présence : 80 K€), contre 589 K€ l'exercice précédent.

L'effectif moyen est de 24,6 personnes, composé de 7 employés et 17,6 cadres.

3.4 Produits et charges financiers

Le résultat financier fait apparaître un produit net de 40 642 K€ composé essentiellement de dividendes reçus des filiales pour un montant de 27 357 K€, d'une plus-value sur cessions d'actions propres pour 15 830 K€. Par ailleurs, la société a consenti un abandon de créance de 6 055 K€ à sa filiale Wauquiez SAS, sur décision du Conseil de Surveillance du 29 août 2007.

Le résultat financier concernant les entreprises liées, fait apparaître un produit net de 24 213 K€.

3.5 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

en K€	2006/2007	2005/2006
Dotation / reprise amortissements dérogatoires	(24)	9
Plus ou moins value sur cession d'actif	(7)	(2)
Mali de fusion Mariteam	(6)	
Reprise de provision pour risque / intégration fiscale	1 455	
Boni / Mali sur rachat d'actions propres	121	
Autres charges et produits	-	(14)
TOTAL	1 539	(7)

3.6 Impôt et fiscalisation du résultat

Au 31 août 2007, la ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

En K€	Avant impôt	Charge d'impôt	Net après impôt
Résultat courant	40 217	(4 371)	35 846
Résultat exceptionnel	1 539	(11)	1 528
TOTAL	41 756	(4 382)	37 374*

* Hors intéressement des salariés.

Bénéteau S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention conclue à ce titre est conforme à la seconde conception autorisée : elle prévoit que l'économie d'impôt réalisée, liée aux déficits, soit prise en compte immédiatement dans le résultat de la société mère.

L'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale pour l'exercice 2006/2007 est de 298 K€.

● 4. Autres Informations

4.1 Note concernant les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont indiqués à chaque poste correspondant du bilan.

Les comptes de Bénéteau S.A. sont inclus, selon la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de Béri 21 S.A.

4.2 Engagements donnés

Ils comprennent :

En K€	31/08/07
Cautions - engagement lié aux contrats de financement des produits	1 460
Cautions - Douane	51
Garanties - engagement de reprise donné au profit d'un crédit-bailleur pour un contrat souscrit par une filiale	1 320
Indemnités de départ à la retraite*	180
TOTAL	3 011

* Les engagements de la société à ce titre sont calculés selon la méthode adoptée dans le groupe tenant compte de l'ensemble des salariés, des dispositions conventionnelles, du taux de survie, de l'évolution des salaires, de la rotation, du rendement financier et des charges sociales. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation est passé de 4% à 5% , avec une incidence de -15 K€ sur l'engagement au 31 août 2007.

Les cautions et garanties données ne concernent pas les dirigeants, les filiales, les participations et les autres entreprises liées.

4.3 Tableau des filiales et participations

SOCIETES	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES hors résultat du dernier exercice	QUOTE-PART de capital détenue en %	Valeur Comptable des titres détenus		PRETS et AVANCES consentis par la Sté et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la société	C.A. hors taxes du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou perte (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
en K€										
FILIALES (50 % au moins)										
Chantiers Bénéteau	24 300	119 825	100,00	26 691	26 691	-	-	386 795	41 361	14 531
Chantiers Jeanneau	12 750	98 943	100,00	13 650	13 650	-	-	347 552	35 939	11 475
C.N.B.	3 488	9 192	100,00	5 209	5 209	-	-	99 332	3 273	781
Wauquiez International	750	(3 872)	99,88	761	-	10 937	-	8 854	3 872	-
Microcar	6 000	11 106	100,00	6 176	6 176	1 921	-	59 099	1 538	-
O'Hara	3 900	9 967	100,00	4 031	4 031	5 623	-	58 832	2 980	569
E.Y.B.	150	359	99,00	151	151	-	-	618	29	-
Financière Mercure (1)	10 678	20 612	100,00	38 903	38 903	33 215	-	2 102	3 342	-
PARTICIPATIONS (10 à 50 %)										
SGB Finance (2)	6 054	16 995	49,00	2 967	2 967	-	-	-	111	-

(1) Clôture des comptes : 30/09

(2) Clôture des comptes : 31/12

4.4 Options d'achat d'actions

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 3 octobre 2001, 450 000 actions à 91 bénéficiaires, au prix d'exercice de 5,96 € l'action.

- le 13 février 2003, 450 000 actions à 99 bénéficiaires, au prix d'exercice de 6,46 € l'action.

- le 30 août 2006, 72 500 actions à 35 bénéficiaires, au prix d'exercice de 12,56 € l'action.

Les premières levées d'options ont eu lieu au cours de l'exercice 2005/2006 pour 220 250 achats d'actions.

Au cours de l'exercice 2006/2007, 171 425 options d'achats d'actions ont été exercées.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

4.5 Actions gratuites

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 30 août 2005, 42 500 actions gratuites.

- le 30 août 2006, 57 500 actions gratuites.

- le 29 août 2007, 148 440 actions gratuites.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

Les premières attributions ont été effectuées au cours de l'exercice 2006/2007 pour 42 500 actions.

4.6 Actions propres

La valeur des actions propres au 31 août 2007 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2007 s'élève à 48 149 K€ sur une valeur au bilan de 23 537 K€.

	Nombre	Valorisation en K€
Actions au 31/08/2006	858 682	26 904
Actions au 31/08/2006 – après division de l'action par 5	4 293 410	26 904
Acquisitions de l'exercice	784 715	13 057
Cessions de l'exercice	(2 241 800)	(15 528)
Transfert – actions propres réservées	(153 940)	(896)
Actions au 31/08/2007	2 682 385	23 537

Cours moyen d'achat de l'exercice : 16,64 €

Cours moyen de vente de l'exercice : 14,01 €

Cours de bourse au 31 août 2007 : 18,25 €

Moyenne des cours de bourse d'août 2007 : 17,95 €

● 5. Tableau des flux de trésorerie

en K€	2006/2007	2005/2006
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	37 219	43 384
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	(454)	874
Amortissements et provisions	(462)	872
Plus ou moins values de cession	8	2
Marge brute d'autofinancement	36 765	44 258
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(23 481)	(191)
Créances	(44 034)	(1 242)
Dettes	20 553	1 051
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	13 285	44 067
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(52 515)	(1 583)
Cessions d'immobilisations	16 457	39
Dettes sur immobilisations	(77)	81
Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(36 135)	(1 463)
Opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(24 287)	(21 643)
Encaissements provenant de dettes financières	87 668	15 009
Remboursements de dettes financières	(564)	-
Variation de périmètre	32	-
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	62 848	(6 634)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	39 998	35 969
Trésorerie à l'ouverture	103 586	67 617
Trésorerie à la clôture	143 584	103 586
dont :		
Actions propres	4 538	4 582
Autres valeurs mobilières	126 720	97 993
Disponibilités	30 441	1 024
Comptes bancaires créditeurs	(18 115)	(13)

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Comptes Annuels - Exercice clos le 31 août 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bénéteau S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et méthodes comptables

La note 1.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables retenues par votre société pour apprécier la valeur d'inventaire de ses titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à NANTES, le 7 janvier 2008

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien CAILLAUD
Associé

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck NOEL
Associé

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements Réglementés

Exercice clos le 31 août 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la S.A.S. Wauquiez International

Personne concernée : Monsieur Dieter GUST

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 29 août 2007, votre société a consenti, à la société WAUQUIEZ INTERNATIONAL, un abandon de créance à hauteur de la situation nette négative à la clôture des comptes du 31 août 2007, avant constatation de l'abandon, soit un montant de 6 055 755 €.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec la S.A.S. European Yacht Brokerage – E.Y.B.

- Pour sa fonction de Président de la SAS E.Y.B., BENETEAU S.A. perçoit une rémunération fixée à 0,25 % du chiffre d'affaires HT hors groupe de cette société, soit pour l'exercice 2006/2007 : 1 252 €.

Avec les membres du Directoire et du Conseil de surveillance :

Madame Annette ROUX, Monsieur Bruno CATHELINAIS, Madame Maryse DUPE et Monsieur Luc DUPE, Madame Elisabeth BENETEAU et Monsieur Yvon BENETEAU.

- Des intérêts ont été calculés sur leurs avances en comptes courants dans les limites autorisées pour être admis dans les charges fiscalement déductibles.

Ils se sont élevés globalement à : 620 799 €.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à NANTES, le 7 janvier 2008

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien CAILLAUD
Associé

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Franck NOEL
Associé

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale extraordinaire du 1^{er} février 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de 87 000 €, réservée aux salariés, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Il appartient à votre directoire d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport de directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du directoire.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Directoire.

Nantes et La Roche sur Yon, le 7 janvier 2008

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Atlantique Révision Conseil - A.R.C.

Franck NOEL
Associé

Sébastien CAILLAUD
Associé

Projet des Résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 1^{er} Février 2008

● Première résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2007, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 37 219 231,01 €.

Cette approbation comporte celle des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts réintégrées au résultat fiscal de l'exercice pour un montant de 15 988 €.

● Deuxième résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2007, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 93 611 K€ (dont part du groupe 93 587 K€).

● Troisième résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce, l'Assemblée Générale approuve sans réserve les conventions qui y sont relatées.

● Quatrième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 août 2007 d'un montant de 37 219 231,01 €, augmenté de 1 508 193,00 € de "Report à nouveau" antérieur, de la manière suivante :

- Dividendes	:	33 987 408,00 €
- Autres réserves	:	4 740 016,01 €

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte "Report à nouveau".

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire pour procéder à la mise en paiement le vendredi 8 février 2008 d'un dividende de 0,39 € pour chacune des 87 147 200 actions de 0,10 € nominal. Ce dividende est éligible à l'abattement.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2003/2004	2004/2005	2005/2006
Nominal de l'action	0,50 €	0,50 €	0,50 €
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	17 429 440
Dividende net	1,23 €	1,32 €	1,48 €
*	0,246 €	0,264 €	0,296 €

* Dividende tenant compte de la division du nominal par 5

L'intégralité du montant ainsi distribué est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

● Cinquième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer, pour une période de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013, les commissaires aux comptes suivants :

- Le Cabinet KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein, BP 41125, 44311 NANTES
représenté par Monsieur Vincent BROYE (à la place de Monsieur Franck NOEL)

au poste de Commissaire aux comptes titulaire

- Monsieur Jean-Paul VELLUTINI
1 cours Valmy, 92923 PARIS LA DEFENSE
(en remplacement de Monsieur Jean-Jacques USUREAU)

au poste de Commissaire aux comptes suppléant

● Sixième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Madame Annette ROUX,
née le 4 août 1942 à St Gilles Croix de Vie (85),
demeurant 47 quai d'Orsay à Paris (75007)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Septième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Yves LYON-CAEN,
né le 29 juin 1950 à Paris (75016),
demeurant 14 rue du Cherche Midi à Paris (75006)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Huitième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Yvon BENETEAU
né le 20 juin 1950 à St Gilles Croix de Vie (85),
demeurant 5 chemin du parc à Soullans (85300)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Neuvième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Luc DUPE,
né le 15 mai 1949 à Challans (85),
demeurant 4 rue Raynaud à St Gilles Croix de Vie (85800)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Dixième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Yves GONNORD
né le 27 juillet 1936 à Pouzauges (85),
demeurant 4 rue de l'Aumônerie à Pouzauges (85700)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Onzième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Christian de LABRIFFE
né le 13 mars 1947 à Paris (75008),
demeurant 19 rue Pauline Borghèse à Neuilly (92200)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Douzième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de :

- Monsieur Eric DELANNOY
né le 2 mai 1962 à Libercourt (62),
demeurant 39 avenue du Roule à Neuilly sur Seine (92200)

pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

● Treizième résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide d'attribuer au Conseil de Surveillance, à titre de jetons de présence pour l'exercice actuellement en cours, une somme de 200 000 € que le Conseil répartira comme il l'entend.

● Quatorzième résolution Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du paragraphe VII de l'article L.225-129-6 du Code de commerce :

- délègue au Directoire les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles réservée aux salariés

- décide de supprimer en faveur de ces salariés le droit préférentiel de souscription des actionnaires

- décide que le prix de souscription qui sera fixé par le Directoire ne pourra être supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Directoire fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne

- décide que la présente délégation sera valable pour une durée de dix-huit mois et pour un montant maximum de 87 000 €

- décide que le Directoire aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions, fixer les montants à émettre, la date de jouissance des titres à émettre, le mode de libération des actions, imputer les frais de cette augmentation de capital sur le montant de la prime y afférente et, généralement, prendre toutes dispositions utiles pour la bonne fin de l'émission envisagée et constater la ou les augmentations de capital et modifier corrélativement les statuts.

● **Quinzième résolution Extraordinaire**

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de Surveillance, décide de modifier l'article 19 des statuts, afin d'élargir les possibilités de tenir des réunions de Conseil de Surveillance en recourant à des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification des membres et garantissant leur participation effective aux séances du Conseil.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide en outre la mise en harmonie générale des statuts avec les dernières dispositions légales et réglementaires en vigueur et approuve en conséquence le nouveau texte des statuts tel qu'il est présenté (dont un exemplaire restera annexé au procès-verbal de la présente assemblée).

● **Seizième résolution**

Tous pouvoirs sont conférés au porteur de copies ou d'extraits des présentes pour effectuer toutes formalités et faire valoir ce que de droit.

BÉNÉTEAU CUP
organisée à Dubaï en 2007.



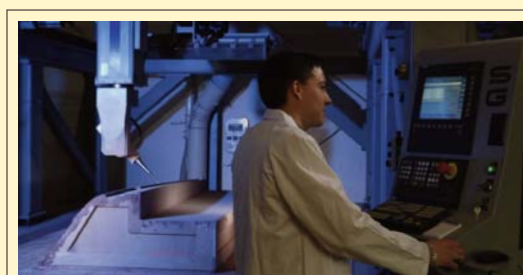
CHINA CUP
*First 40.7 au départ de la première
China Cup, Hong Kong 2007.*

CONQUÉRIR

Le groupe Bénéteau a construit sa réussite sur une ambition de conquête de nouveaux marchés. Il occupe aujourd'hui une place de leader en Europe et en Amérique du nord. Ces dernières années ont été marquées par le développement de nouveaux marchés sur lesquels le groupe s'est implanté très rapidement : l'Europe de l'Est et le Moyen Orient où plus de 300 bateaux ont été vendus en 2007. Aujourd'hui apparaissent de nouveaux clients, encore en petit nombre, dans des pays qui restent pour l'instant peu tournés vers la pratique du nautisme mais qui représentent un potentiel considérable de développement. C'est le cas de l'Inde où le groupe est représenté par deux concessionnaires et de la Chine où il dispose de trois concessionnaires et d'un bureau de représentation à Shanghai.



**LE LOGICIEL DE CONCEPTION
ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (CATIA)**
*est désormais totalement intégré aux process
de conception des bateaux.*



**LA MACHINE
À COMMANDE NUMÉRIQUE
5 AXES**
*utilisée sur les sites de Cholet,
Dompierre-sur-Yon et le Poiré-sur-Vie.*



LE NOUVEAU CENTRE DE R&D DE DOMPIERRE-SUR-YON

*regroupe 130 ingénieurs et techniciens,
au service de toutes les marques plaisance.*

INNOVER

La Recherche / Développement figure au premier plan des priorités du groupe qui lui consacre, chaque année, près de 20 millions d'euros. Un tout nouveau centre de Recherche / Développement a ainsi ouvert ses portes cette année en Vendée à Dompierre-sur-Yon. Entièrement dédié à la plaisance, il a pour mission de développer pour l'ensemble des chantiers du groupe des solutions communes et innovantes, en matière de produits comme de process d'industrialisation. Déjà précurseur en termes d'organisation de production (comme en témoignent les usines du Poiré-sur-Vie et de Cholet), le groupe Bénéteau s'est désormais donné les moyens de conserver son avance.

Parallèlement la Fondation Bénéteau, créée en 2005, apporte son soutien financier à des actions clés dans le domaine de l'innovation et de l'environnement.



LAGOON 420 HYBRID :
*Premier bateau au monde équipé
en série d'une motorisation hybride.*



RESPECTER

Le développement durable est un enjeu majeur pour le groupe Bénéteau au niveau tant des process de production que des produits eux-mêmes. Par exemple, chez Jeanneau le procédé d'injection Prisma Process a permis de diviser par quatre les émissions de Composés Organiques Volatiles (COV). Bénéteau et Jeanneau ont substitué au teck des bois « écologiques » utilisant des sources de bois renouvelables qui présentent les qualités et le veinage caractéristiques d'un teck classique. Autre point sensible : la motorisation des bateaux où la propulsion hybride, en plein essor dans le monde automobile, représente aussi une solution d'avenir. Lancé en 2006, le catamaran de croisière Lagoon a été équipé en série d'une motorisation hybride.



PRIORITÉ

*est donnée systématiquement dans le groupe
à la recherche de solutions innovantes
qui permettent de réduire l'impact environnemental.*



L'INJECTION EN MOULE FERMÉ

*favorise la réduction des émissions
des composés organiques volatiles.*



LE « FINE TEAK® »

*de Jeanneau s'impose comme une alternative
« écologique » au teck, tout en préservant l'aspect
et les qualités techniques.*

GROUPE BÉNÉTEAU

